

**L'industrie française
du téléphone
a signé avec l'Inde
un contrat
de 3,2 milliards de francs**
LIBRE PAGE 17

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,00 dir ; Tunisie, 200 M. ;
Liban, 1,50 L.L. ; Israël, 15 sch. ; Belgique,
1,50 F. ; Canada, 1,10 \$; Cuba, 275 C. ; Égypte,
5,00 L.E. ; Espagne, 80 pes. ; Grèce, 40 dr. ;
Inde, 100 R. ; Iran, 200 R. ; Italie, 200 L. ;
Japon, 100 Y. ; Liban, 1,50 L.L. ; Mexique, 200 P. ;
Népal, 100 R. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal,
200 esc. ; Roumanie, 100 L. ; Suède, 100 kr. ;
Suisse, 1,50 S. ; Tchécoslovaquie, 200 K. ;
Yugoslavie, 20 D. ;
Tariifs des abonnements page 2
S. RUE DES ITALIENS
75277 PARIS CEDEX 09
Tél. : 01 42 35 22 22
C.C.P. 6307 23 74 62
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

L'austérité sans frontières

Peu ou prou tous les pays industrialisés du monde occidental prennent le chemin malaisé de l'austérité. Ici ou là, leurs dirigeants dirigeants, quelle que soit leur idéologie, ont pris conscience que le temps des fortes croissances est révolu et qu'il faut vivre avec parcimonie. Le passage de la période des illusions à la mise en application des programmes était plus ou moins rapide selon les tempéraments nationaux.

Traditionnellement, l'Allemagne fédérale et le Japon tirent les premiers les leçons d'un ralentissement qui ont été pour eux des avertissements d'une redistribution mondiale des cartes industrielles. Ces deux pays paraissent avoir pris la mesure de leurs moyens et adaptent en conséquence leur politique insérée dans la compétition internationale. S'il peut être dangereux de se plier aveuglément aux lois du marché mondial, il est en tout cas vain d'en déifier les règles et de les refuser les contraintes. La France à son tour, après avoir tenté, avec une certaine délectation — comme il apparaît lors de la conférence de presse de M. Mitterrand en septembre 1981 — de suivre une stratégie « à contre-courant », veut rejoindre les rangs des pays rigoureux. La singulière relance par la consommation ayant échoué, ses responsables semblent maintenant soucieux de contenir les dépenses publiques et le déficit budgétaire, afin de réduire la hausse des prix et d'accroître la compétitivité des entreprises.

En Italie, pour éviter une banqueroute à la polonaise, il est question d'une nouvelle fois de passer au déséquilibre du budget en augmentant les recettes et en comprimant les dépenses. En Belgique, le gouvernement vient également de faire part de son intention de limiter le déficit de l'État, tout en s'attaquant à celui de la Sécurité sociale. Le premier ministre belge a indiqué qu'il s'agissait de diminuer les avantages sociaux, en particulier les allocations familiales.

Le fond du problème réside en effet dans une remise en cause de l'État-providence, dont paradoxalement l'habitude s'est fortement enracinée au cours des années de croissance. Il est clair que la manne ne peut être la même avec un produit intérieur brut qui a progressé d'à peu près 3 % en moyenne dans l'ensemble de l'O.C.D.E. de 1970 à 1980, au lieu de 5 % de 1960 à 1970. Et encore, ce taux apparaît-il enviable, alors que l'augmentation a été à peine supérieure à 1 % en 1981 et serait inférieure de moitié à ce niveau en 1982.

Pour faire face à la gravité du chômage — dont il s'agit d'ailleurs de mesurer l'exact poids, autre tabou — il devient nécessaire aux différents pays de renforcer la vitalité des entreprises. Les sommes disponibles n'étant plus extensibles, il s'agit de bousculer plus ou moins les droits acquis, ce qui apparaît nagère insupportable. Pour en faire accepter le prix, il serait peut-être bon, plutôt que de rêver à une croissance retrouvée, d'imaginer le profil d'une économie plus saine, plus productive, qui prendrait aussi en compte le réel développement des autres pays du monde. Car ce serait aussi une illusion que de voir dans les nations démunies les sauveurs de l'expansion.

**Le projet de gazoduc
euroasiatique**

**LA GRANDE-BRETAGNE
PASSE OUTRE
À L'EMBARGO AMÉRICAIN**
LIBRE PAGE 20

L'accentuation de la pression israélienne sur Beyrouth-Ouest

- Le monde ne peut tolérer cette escalade sans fin, affirme M. Reagan
- L'évolution de la position américaine est insuffisante, nous déclare le chef de la diplomatie égyptienne

Les violations du cessez-le-feu décrété dimanche après-midi se sont multipliées mardi 3 août dans la banlieue sud de Beyrouth où des dizaines d'artillerie très violente opposent les forces de Jérusalem aux forces palestiniennes et à leurs alliés libanais. L'armée israélienne poursuit sa progression au sud de la capitale, « grignotant » des positions qui faisaient partie du no man's land avant les bombardements de dimanche. Des renforts en chars et en véhicules blindés sont arrivés lundi dans la périphérie de la capitale libanaise et dans son secteur chrétien.

Une mission israélienne a refoulé lundi un convoi d'observateurs de l'ONU qui se dirigeait vers Beyrouth. Le gouvernement de M. Begin ayant renvoyé à jeudi

sa décision concernant l'envoi d'observateurs des Nations unies. On prête au Conseil de sécurité l'intention d'adopter une nouvelle résolution qui passerait outre à un éventuel veto israélien.

● A WASHINGTON, les conversations entre le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Shamir, d'une part, le président Reagan et le secrétaire d'État, M. Shultz, de l'autre, se sont déroulées dans un climat tendu. Le chef de la Maison Blanche a déclaré : « Le monde ne peut plus tolérer cette escalade sans fin de la violence. »

● A PARIS, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Kamel Hassan Ali, qui a été reçu par M. Mitterrand ce mardi en début d'après-midi, a déclaré

au « Monde » que l'évolution de la position américaine était « insuffisante ». L'Égypte et la France continueront néanmoins à œuvrer conjointement pour une paix durable au Proche-Orient. Il a exprimé des inquiétudes quant à l'avenir des relations israélo-égyptiennes.

● A BEYROUTH, le premier ministre libanais, M. El Wazzan, devait transmettre ce mardi une « contre-proposition » palestinienne au nouveau plan d'évacuation de l'O.L.P. élaboré par l'ambassadeur américain, M. Philip Habib. De source gouvernementale libanaise, on souligne que « la question du moment de l'intervention d'une force internationale d'interposition à Beyrouth-Ouest est la clef de voûte du plan de pacification » de Beyrouth.

POINT

La prudence de M. Huntzinger

Invité du parti travailliste, M. Jacques Huntzinger est revenu passablement embourbés d'Israël. C'est du moins l'impression qu'a donnée le secrétaire national adjoint du parti socialiste, et c'est compréhensible : il ne lui a sans doute pas toujours été facile de défendre devant ses interlocuteurs certaines initiatives françaises concernant la guerre du Liban ou même une certaine référence « historique » malheureuse du président de la République au massacre d'Oradour-sur-Glane.

Il est bon, cependant, que M. Huntzinger n'ait pas cru devoir remettre à plus tard son voyage, même si son parti défend des positions sur le conflit assez éloignées de celles de M. Shimon Pérès. S'il est une région du monde où le machisme a fait d'immenses ravages, c'est bien le Proche-Orient, et s'il est une pratique hasardeuse entre toutes, c'est bien celle de la responsabilité collective. De ce point de vue, M. Huntzinger a raison d'affirmer qu'il serait « extrêmement dangereux de pratiquer une politique d'isolement à l'égard d'Israël » de la même façon, ils ont tort, ceux qui englobent dans la même condamnation l'État israélien, les réactions de l'opinion publique et la politique du tandem Begin-Sharon.

La fermeté des principes ne doit pas exclure, au contraire, le respect des faits et la nuance. M. Huntzinger vient de le démontrer aussi bien en évoquant « certaines ambiguïtés » des critiques adressées par les travaillistes à M. Begin qu'en affirmant que « le document McCloskey n'est pas suffisant pour affirmer que l'O.L.P. reconnaît l'existence d'Israël ».

(Lire page 5.)

M. Shamir à Washington

De notre correspondante

Washington. — M. Brejnev a adressé à M. Reagan un message lui demandant d'« user de son influence » pour empêcher les Israéliens d'« égarer la population de Beyrouth ». Faisant allusion à l'« égaration considérable de la situation au Liban », il demande au président américain de prendre des « mesures d'urgence ».

« La situation est si sérieuse et critique que les mesures les plus pressantes sont nécessaires », indique M. Brejnev, qui ajoute : « La tragédie du Liban laissera une tâche indélébile sur la conscience de ceux qui auront pu arrêter l'agresseur et ne l'ont pas fait. »

Le précédent message de M. Brejnev à M. Reagan concernant le Liban remontait au 6 juillet, lorsqu'il avait mis en garde contre l'envoi éventuel de troupes américaines pour superviser l'évacuation des forces de l'O.L.P.

Dans une déclaration dépourvue d'ambiguïté, M. Reagan a rejeté l'insinuation soviétique que les États-Unis ne font pas tout ce qui est en leur pouvoir pour faire cesser les combats. « Grâce aux efforts de l'ambassadeur Habib et des Nations unies, nous nous orientons vers un cessez-le-feu durable qui mette fin à toutes ces souffrances », a répondu le président, qui regrette « une fois de plus la décision soviétique de rendre publics les éléments d'une correspondance confidentielle » et accuse M. Brejnev de se livrer à un « exercice de propagande qui laisse des doutes sur ses motivations dans la crise libanaise ».

NICOLE BERNHEIM.

(Lire la suite page 3.)

Un entretien avec M. Hassan Ali

Isolé, traité virtuellement en partie par la plupart des pays arabes, vilipendé par l'O.L.P. depuis sa paix séparée avec Israël, l'Égypte est en train d'émerger de son ghetto diplomatique à la faveur de la guerre du Liban. Son président, M. Hosni Moubarak, a été chaleureusement accueilli en Arabie Saoudite lors des funérailles du roi Khaled à la mi-juin ; le Koweït, avant l'Irak, a invité le Caire à se faire représenter aux réunions du mouvement des non-alignés. La presse arabe, d'une manière générale, rend hommage au président Moubarak en l'opposant au plus souvent à son prédécesseur, Anouar el-Sadate.

Le nouveau chef de l'État égyptien a manifesté dès les premiers jours de son mandat, une certaine fermeté à l'égard d'Israël et, au début de la guerre du Liban, a condamné vigoureusement l'« agression » de l'État hébreu. Ses représentants ont repris langue avec l'O.L.P. tandis que le chef de la diplomatie égyptienne, M. Kamel Hassan Ali, vice-président du conseil, et M. Boutros-Ghali, ministre d'État pour les affaires étrangères, se faisaient les avocats d'une solution « équilibrée » auprès de Washington et de diverses capitales européennes.

Retour de Washington, où il a été reçu du 28 au 30 juillet, notamment par M. Reagan et le secrétaire d'État, M. Shultz, M. Kamel Hassan Ali a eu, le lundi 2 août, des conversations successives avec MM. Michel Jobert, ministre des Affaires étrangères, Francis Guitman, secrétaire général du Quai d'Orsay, et Serge Bodévaix, directeur du département Afrique du Nord et Moyen-Orient, avant d'être reçu ce mardi par M. Mitterrand.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

DEUX ENQUÊTES

LA SOLOGNE, « CHASSE GARDÉE » ?

La Sologne, ce merveilleux territoire de bois et d'étangs, où la nature a gardé ses droits, reste-t-elle fermée au public pour cause de « chasses réservées » ? Lire page 16 le dossier établi par REGIS GUYOTAT.

L'insertion professionnelle des jeunes

Comme ses prédécesseurs, le gouvernement Mitterrand est confronté de septembre à un défi social, économique et politique d'une grande importance, celui de l'insertion professionnelle des jeunes. Lire page 18 le début de l'enquête de JEAN BENOÎT.

Les champions exténués

par ANDRÉ FONTAINE

Le prince Juan Manuel qui, au quatorzième siècle, inventa l'expression de « guerre froide » pour désigner la lutte séculaire entre les musulmans d'Espagne et les rois catholiques ne lui donnait pas la signification qu'elle a prise aujourd'hui de guerre où l'on essaye de ne pas se tuer. Il désignait par là une guerre qui, à la différence des autres, ne se terminait pas par un traité de paix. En ce sens, avec ou sans « détente », les États-Unis et l'Union soviétique sont toujours en guerre froide. Les négociations qu'ils mènent peuvent conduire à des accords partiels, en particulier dans le domaine du contrôle et de la limitation des armements, elles ne conduisent pas à la paix, mot qu'on n'ose plus guère employer, et elles ne les empêchent pas de se porter des coups, chacun continuant d'espérer que l'autre se fatiguera le premier.

A certains moments, on a le sentiment que l'un ou l'autre prend le dessus, mais ce n'est jamais pour très longtemps. Aujourd'hui, de part et d'autre, les signes d'usure sont de plus en plus évidents. Ce n'est pas impunément qu'un long des décennies on investit des centaines de milliards de dollars dans les armements, la course à l'espace, l'aide économique et militaire aux gouvernements amis, qu'on intervient, périodiquement, pour conserver le contrôle de sa sphère d'influence.

Il y a quelques mois encore, l'O.R.S.S. paraissait gagner sur tous les tableaux. Tour à tour le Vietnam, le Laos, les anciennes colonies portugaises, l'Éthiopie, l'Afghanistan, le Yémen du Sud, le Cambodge, se ralliaient avec une intégrité spontanée à son drapeau. Avec les S.S.-20, elle semblait l'Europe occidentale en otage. Les États-Unis, qui avaient juré qu'il n'y aurait jamais de second Cuba, devaient prendre leur parti de l'établissement au Nicaragua d'un régime pro-cubain, tandis que la péninsule s'étendait rapidement au Salvador et au Guatemala. Il n'est pas

jusqu'à la guerre des Malouines qui en brouillant les cartes entre Washington et les pays de l'hémisphère sud, paraissait servir objectivement les intérêts de Moscou. Il est vrai qu'ayant atteint cet âge de soixante-cinq ans qui était, jusqu'en 19 mai, celui de la retraite, la parole du secrétaire d'État de ce que Jean François-Poncet appelait, du temps qu'il était au Quai d'Orsay, ses « rhumatismes ». Que le temps du développement des pays socialistes se profilait à vue d'œil. Que la Pologne de Walesa défiait de plus en plus ouvertement le pouvoir soviétique, et que l'Afghanistan se laissait difficilement mettre au pas. Mais on admettait, d'une manière générale, que si rien ne marchait vraiment bien dans l'empire, l'année elle-même, avec ses moyens fantastiques, pour faire tenir tranquilles les plus agités. Et qu'elle saurait dire son mot, si la gérontocratie du Kremlin mettait trop longtemps à organiser sa relève.

Le coup de force du général Jaruzelski a paru conforter cette analyse. Pour la première fois, le pouvoir politique, dans un pays communiste, combattait dans les mains de l'armée, parce qu'elle était la seule à disposer de la force. Six mois après, malgré les libérations intervenues, il est clair comme le jour que le général en question n'est arrivé à rien. Le « État de guerre » aujourd'hui, serait retourné à la catastrophe, vient-il de dire sans ambages. Tad Sule, du Washington Post. En O.R.S.S. même, selon les chiffres que vient de publier le Bureau central des statistiques, les indices de la progression de la production industrielle et de la productivité pour cette même période de six mois sont les plus

faibles depuis la guerre, nettement en dessous des objectifs du plan. On parle souvent de la Roumanie, dont l'endettement rivalise avec celui de la Pologne. Et moins du Vietnam, le plus peuplé des alliés de Moscou : en cinq ans, le produit national par tête a diminué de 36 %, pour tomber à 125 dollars par an, ce qui fait du pays l'un des plus pauvres du monde. Le Financial Times a publié il y a quelques temps une interview bouleversante de l'ancien ministre de la Santé du gouvernement provisoire révolutionnaire du Sud, qui a démissionné du parti communiste pour prendre la direction d'une clinique spécialisée dans le traitement des bébés menacés de mourir de faim par les persécution, en compte nombre d'enfants de dirigeants du régime. Faute de trésorerie, Moscou a dû réduire de près de moitié, il y a quelques mois, le montant de son aide, et Hanoi se voit dans l'incapacité de payer les quelque 300 millions de dollars d'intérêts qui lui faudrait rembourser cette année à ses créanciers capitalistes. Du coup, le Fonds monétaire vient de lui refuser un prêt de 150 millions de dollars.

Le manque de ressources commence à planer très sérieusement sur la politique soviétique. Le président de la junte nicaraguayenne, qui s'est rendu récemment à Moscou, est reparti les mains vides. Newsweek rapporte les propos d'un spécialiste américain selon lequel « la Gulf Oil paraît avoir plus d'influence que l'O.R.S.S. » en Angola, où, d'autre part, les marquis soutenus par l'Afrique du Sud tiennent toujours une grande partie du pays. Au Mozambique, aussi, le président Samora Machel, qui s'appuie sur Moscou, fait face à une résistance de plus en plus mordante : elle a renoué récemment avec un réseau de l'afrique du sud, qui a coupé l'approvisionnement en eau et en électricité de la ville.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Libertés

Dans une circulaire publiée au Journal officiel du 3 août, M. Mauroy annonce qu'il y aura désormais, dans chaque ministère, un « Monsieur informatique et libertés ». Il devra veiller à ce que les administrés bénéficient bien de la loi qui les protège, au nom des libertés, contre les excès de l'informatique. On voit bien que ces Mes-

sieurs auront fort à faire du côté des finances, de l'intérieur ou de l'éducation. Pour les affaires étrangères, c'est moins net. A moins que des diplomates modernistes ne s'attachent d'informer leurs collègues sur les pays où les libertés sont bafouées. Mais aucun ordinateur ne serait assez puissant pour les recenser toutes. BRUNO FRAPPAT.

LA DÉMARCHE DES PHYSICIENS

Transgresser pour unifier

La vingt et unième conférence internationale de physique des hautes énergies a réuni la semaine dernière à Paris mille deux cents spécialistes. Occasion de nombreuses mises au point expérimentales et théoriques, elle a mis en évidence les progrès vers une vision unifiée de la matière au prix de la transgression des lois établies de longue date.

Ainsi en est-il avec la violation de la parité dans les expériences de physique atomique. La parité est l'équivalence entre un objet et son image dans un miroir, l'affirmation que cette image pourrait tout aussi bien exister en tant qu'objet. On sait depuis 1928 que cette équivalence n'existe pas toujours, qu'elle est violée par les phénomènes régis par la force dite « faible », responsable de certaines désintégrations nucléaires.

Mais, depuis 1957, on a progressivement montré que la force faible et la force électrique, celle qui est responsable de l'architecture électrostatique des atomes et, partant, de la cohésion de la matière, ne sont que deux aspects d'une même

entité. La violation de la parité doit donc se manifester dans des phénomènes de physique atomique où la force faible étant autrefois supposée ne jouer aucun rôle. Une expérience très probante réalisée à l'École normale supérieure de Paris l'a définitivement confirmé et a ainsi prouvé que la théorie qui unifie force faible et force électrique, élaborée pour rendre compte de phénomènes observés avec des particules de très haute énergie, s'applique encore à des énergies d'un milliard de fois plus faibles, un très sérieux gage de validité universelle.

MAURICE ARVONNY.

(Lire la suite page 9.)

LES TREMBLEMENTS DE TERRE : PRÉVISION ? PROTECTION ?

Lire page 8 l'article d'HAROUN TAZIEFF

Le Monde

idées

Le Monde

EST-OUEST

L'Amérique et l'U.R.S.S. continuent imperturbablement de se porter des coups. Mais, ce faisant, se demande André Fontaine, ne s'épuisent-elles pas elles-mêmes ? Jean-Marie Mahieux montre les limites pratiques du projet de Samuel Pissar d'arriver à la paix entre l'Est et l'Ouest par le développement du commerce ; Antoine Spire attire l'attention, à propos de la situation en Tchecoslovaquie, sur ce qui demeure l'un des grands obstacles à la « détente » : les atteintes aux droits de l'homme, et Georges Bernard estime injustifiés les programmes de réarmement.

Pour Vaclav Havel

par ANTOINE SPIRE (*)

PRÉSENT chaque semaine nous apporte son lot de nouvelles arrestations, et la charge de plomb retombe sur la Tchecoslovaquie. Mais, ce faisant, se demande André Fontaine, ne s'épuisent-elles pas elles-mêmes ? Jean-Marie Mahieux montre les limites pratiques du projet de Samuel Pissar d'arriver à la paix entre l'Est et l'Ouest par le développement du commerce ; Antoine Spire attire l'attention, à propos de la situation en Tchecoslovaquie, sur ce qui demeure l'un des grands obstacles à la « détente » : les atteintes aux droits de l'homme, et Georges Bernard estime injustifiés les programmes de réarmement.

leurs, d'idées, qui donne un sens à ma vie, pour un monde tout court. » (Lettre de prison à sa femme Olga le 1^{er} novembre 1980.)

Vaclav Havel purge une peine de travaux forcés de quatre ans et demi dans un atelier pénitentiaire des aciéries de Vítkovice, près d'Ostava. Les normes de travail qui lui sont imposées sont très dures... au-dessus de ses forces. En outre, une interdiction de participer à la vie sur lui : il lui est formellement interdit d'écrire ; cette interdiction peu habituelle dans les prisons tchécoslovaques vise manifestement à briser un grand écrivain. Pour rompre ce silence forcé, l'université de Toulouse-Mirail s'est proposée de faire de lui un docteur honoris causa de l'université et l'AJDA a organisé, dans le cadre du Festival d'Avignon, le 21 juillet au verger Urbain-V, une Nuit pour Vaclav Havel. Husak doit savoir que l'opinion internationale, à la différence du parti communiste français, ne le laissera pas continuer à bâillonner tout un peuple au nom d'un socialisme sans aucun rapport avec l'aspiration vivante de tous ceux qui veulent vivre dans la justice et la liberté.

(*) Membre du bureau du comité London pour la défense des libertés en Tchecoslovaquie.

(1) On peut envoyer sa signature à Francis Jacob, 155, rue de la Pompe, Paris-16. Parmi les signatures déjà recueillies, citons : Georges Aperghis, Jean Ferrat, Jean Orléans, Pierre Moïnot, Jules Moch, Pierre Schaeffer, Roger Ibor, Léo Hamon, Jacques de Beaubien, Claude Friton, Michel de la Fournière, secrétaire national du parti socialiste, Antoine Vitez, Gilles Perrault, Jean Dresch.

Samuel Pissar douze ans après

par JEAN-MARIE MAHIEUX

Il y a deux ans et demi les Soviétiques envahissaient l'Afghanistan ; à y a six mois ils commencent la normalisation de la Pologne. Les négociations pour la livraison de gaz sibérien à l'Europe occidentale se poursuivent pendant ce temps. Sommes-nous en guerre, sommes-nous en paix ? La lecture du livre que Samuel Pissar fit paraître en 1970, Coexistence et Commerce, apporte une contribution utile au débat que les toutes récentes décisions américaines ont ravivé.

1970. Le rapatriement progressif des troupes américaines amène un mieux dans les relations soviéto-américaines. Les Sud-Vietnamiens semblent tenir le choc. Aux Etats-Unis, le sentiment prévaut que les systèmes représentés par les deux Grands sont irréductibles. L'un par l'autre. C'est l'hypothèse de base du livre de Pissar : dès lors que nous sommes là pour longtemps, plutôt que de poursuivre une ruineuse compétition militaire, reprenons à notre compte la formule qui semble avoir assez bien réussi aux Français et à d'autres : Détente, entente, coopération. Pourquoi laisserions-nous, nous, Américains, ces Européens se goinfrer seuls du gâteau russe ? L'embargo que nous maintenons à pour seul effet de charger le carnet de commandes de nos concurrents français, anglais ou japonais.

D'ailleurs, poursuit Pissar, les Soviétiques sont de moins en moins soviétiques et de plus en plus russes. De Gaulle a raison, ils changent. N'est-ce pas introduit en 1955 une certaine rationalité de marché dans leur économie ? Ils négocient leurs contrats en bons businessmen et, à les entendre parler finances, on croirait qu'ils ont été nourris aux saines mamelles de Wall Street et de la City. C'en est fini du monolithisme de l'empire soviétique : l'affaire tchécoslovaque est là pour témoigner de l'apport d'un certain pluralisme à l'Est, qui n'est définitivement pas plus homogène que l'Ouest. Cependant, nous assistons à un processus commun à l'Est et à l'Ouest, celui du développement de structures institutionnelles identiques, comme le pense l'économiste hollandais Tinbergen. La place et le rôle de l'Etat augmentent à l'Ouest, ils diminuent à l'Est. Les systèmes convergent. « Ma propre observation du champ pratique des affaires Est-Ouest donne corps à cette hypothèse », dit encore Pissar.

Convergence des deux systèmes

Vers quoi convergent-ils ? peut-on se demander. Vers le communisme ou vers le capitalisme ? Le problème, répond un substantiel Pissar, n'est pas tant de savoir si l'Union soviétique sur la voie du capitalisme. En leur vendant des équipements et de la technologie, nous allons leur inculquer le capitalisme, pense Pissar. Quand nous aurons commencé d'introduire dans leur économie des éléments de notre propre rationalité économique, le ver sera dans le fruit et il suffira d'attendre pour qu'il tombe. Pissar reformule ainsi la thèse économique la plus galvaudée : le commerce est l'outil le mieux adapté à la propagation du capitalisme.

Que penser de la proposition du point de vue de l'Union soviétique ? La thèse de la convergence n'y est pas sans adeptes. A n'en pas douter, un certain nombre de personnalités des milieux scientifiques et économiques en contact fréquent avec leurs homologues occidentaux souhaitent un approfondissement de la coopération avec l'Ouest, privilégiant les solutions techniques, aux dépens, éventuellement, des considérations idéologiques. Leur influence a été réelle dans les années 70, en particulier au sein du Comité d'Etat pour la science et la technique et de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. ; mais elle ne doit pas être surestimée, et il est bon de la réitérer dans l'optique orthodoxe. Lors de la NEP (1), et après 1965, l'U.R.S.S. s'ouvre aux échanges extérieurs pour importer une fois pour toutes les biens nécessaires à la modernisation de toute l'économie ; cette modernisation réalisée, elle se trouvera à égalité de savoir-faire technique avec les éco-

La réalité des affaires

Les échanges commerciaux ont-ils connu un essor spectaculaire ces dernières années ? Non. S'il est vrai que de petites entreprises occidentales ont conclu quelques contrats en U.R.S.S., elles sont rares à prétendre s'y être ouvert un véritable marché, c'est à dire un courant d'affaires régulier. Les écarts qui masquent la réalité économique soviétique ne sont pas moins nombreux que par le passé ; impossibilité de disposer de statistiques fiables, complication et longueur des procédures de négociation, difficulté d'identifier les décideurs, coût élevé de l'investissement de prospection, tout cela empêche l'écoulement du grand nombre des P.M.I. au « marché » soviétique. 90 % du commerce avec l'U.R.S.S. sont aujourd'hui réalisés par de grandes entreprises occidentales agissant de concert avec les gouvernements de leur pays d'origine. Mettant en cause un nombre limité d'opérateurs de part et d'autre, ce commerce ne constitue pas le terrain solide qu'on tissait par exemple les échanges entre les pays membres de la C.E.E. et qui ont engendré ces relations de toutes natures que Pissar appelle de ses vœux.

De surcroît, les contacts personnels sont limités au minimum et strictement cloisonnés : beaucoup de compagnies occidentales n'ont jamais eu l'occasion de rencontrer l'utilisateur final du matériel qu'elles avaient vendu ; leurs sales interlocuteurs étaient les responsables concernés des Centrales de commerce extérieur, dûment formés au contact avec les capitalistes.

La sous-évaluation de l'Union soviétique peut laisser penser que le commerce avec les pays capitalistes est volontairement limité à une dimension permettant d'en maîtriser tous les aspects. Il est nécessaire et utile, semble-t-on dire au Kremlin ; par conséquent, poursuivons-la ; mais faisons en sorte qu'il n'atteigne jamais un niveau quantitatif ou qualitatif tel qu'il puisse mettre en péril les objectifs politiques. De sorte que le commerce ne permette pas de gagner de l'argent que de provoquer, au moyen d'échanges commerciaux, d'autres échanges, d'idées, de coutumes, de techniques. « Le commerce, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens. » Si le commerce n'a pas le profit pour objectif et s'il est seulement le moyen d'une politique, on est en droit de penser que celle-ci ne consiste pas tant à aider les Etats-Unis à converger vers le communisme qu'à guider l'Union soviétique sur la voie du capitalisme. En leur vendant des équipements et de la technologie, nous allons leur inculquer le capitalisme, pense Pissar. Quand nous aurons commencé d'introduire dans leur économie des éléments de notre propre rationalité économique, le ver sera dans le fruit et il suffira d'attendre pour qu'il tombe. Pissar reformule ainsi la thèse économique la plus galvaudée : le commerce est l'outil le mieux adapté à la propagation du capitalisme.

Quinze ans après leur reprise, les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest conservent un caractère limité ; tout a fait marginaux pour l'Occident, dont ils représentent à peine 3 % du commerce extérieur, ils sont relativement plus importants pour l'U.R.S.S., où ils contribuent efficacement à la modernisation de certains secteurs. Dans le cas particulier des achats céréalières, ils sont essentiels. On doit en tout cas se demander si l'objectif que leur assignait Pissar, le renforcement de la détente, a été atteint. On trouve en exergue de son livre cette citation d'Alexander Hamilton : « L'esprit du commerce a tendance à adoucir les manières des hommes et à éteindre ces humeurs inflammables qui ont si souvent allumé les guerres. » Après Prague, après Kaboul, après Varsovie, sommes-nous tout à fait certains que les manières des Soviétiques se sont adoucies ?

* Homme d'affaires, ancien chargé de mission à la chambre de commerce franco-soviétique.

1) La nouvelle politique économique des années 20 impliquant un retour partiel à l'économie privée après la guerre civile.

Les champions exténués

(Suite de la première page.)

Ne parlons pas de l'Ethiopie, où les Erythréens ont survécu victorieusement au printemps dernier à la fin d'une « offensive finale » lancée contre eux, ni de l'Afghanistan, où les moudjahidin de la vallée du Farchir ont trouvé en la personne du commandant Massoud, au dire du docteur Laumonier, qui vient d'y passer cinq mois, « un véritable génie militaire », habile à déjouer les plans de l'occupant, dont il est, en tout état de cause, admirablement informé. Mais constatons la totale, l'impressionnante passivité de l'Union soviétique dans l'affaire du Liban, qui achève de ruiner son prestige dans le monde arabe, et qui s'explique sans doute avant tout parce que le Kremlin se sent hors d'état de s'engager dans une épreuve de force un peu rude avec les Etats-Unis.

Ceux-ci croient à leur tour avoir le vent en poupe et partout mettent l'épée dans les reins à leur vieil adversaire. Ils accroissent de manière spectaculaire leur aide militaire au Pakistan, base arrière de la résistance afghane. Ils reprennent chaleureusement Mme Gandhi, fortement revenue depuis le coup de Kaboul de son prosoviétisme. Ils mettent tout leur poids du côté d'Israël. Ils envoient des armes par pont aérien à la Somalie, qui se plaint de violations de ses frontières par l'armée éthiopienne. Ils aident de plus en plus le Maroc, qui, désormais moins vulnérable aux attaques du Polisario, a pu se permettre de rouvrir ses gisements de phosphates fermés depuis des années du fait des hostilités. Ils intensifient leur soutien au gouvernement du Salvador. Enfin, ils ont mis brutalement leur veto, comme chacun sait, à la vente par les Euro-

péens des matériels américains, ou fabriqués sous licence américaine, nécessaires à la construction du gazoduc sibérien.

La Maison Blanche poursuit, ce faisant, un objectif dont elle se cache de moins en moins : acculer le Kremlin à demander grâce. Plus précisément, l'objectif à conclure un accord sur la question des armements qui mette fin aux possibilités de chantage que donne pour le moment aux Soviétiques la supériorité de leurs armes dites de théâtre.

Que les Américains y parviennent ainsi n'est pas démontré. Outre que, pour la première fois depuis la création du pacte atlantique, ils se sont heurtés à un non possumus commun de leurs principaux alliés, outre que leur exemple serait plus contagieux s'ils cessaient de vendre à l'U.R.S.S. les céréales dont elle a tant besoin, une étude du département d'Etat citée par le Washington Post et par l'International Herald Tribune fait apparaître que, si les principaux pays industrialisés d'Occident réduisaient leurs exportations à destination de Moscou de moitié en 1982 et 1983, la croissance économique soviétique se réduirait de 0,2 % par an seulement, alors que le manque à gagner pour les pays en question serait de l'ordre de 30 milliards de dollars.

De toute façon, les réactions de l'Union soviétique sont imprévisibles. Déjà l'action éthiopienne en Somalie pourrait fort bien constituer, après le coup du Liban, une première réponse du berger à la bergère. L'Iran offre de belles occasions aux amateurs de pêche en eau trouble. Et l'U.R.S.S., dont le Wall Street Journal assure qu'elle a fourni récemment à Cuba des avions ultramodernes, a agité la menace d'installer des fusées nucléaires : Fidel Castro aurait fait allusion à cette éventualité en présence de Jack Lang. Faut-il rappeler qu'une initiative de ce genre avait provoqué, en 1961, la plus grave crise de la guerre froide ?

De toute façon, quoi que fasse ou ne fasse pas l'U.R.S.S. pour répondre à la pression des Etats-Unis, ceux-ci, en détournant vers les budgets militaires des crédits dont leur économie aurait bien besoin, ne cessent de se porter des coups à eux-mêmes. Sur 220 millions de citoyens américains, 23 millions vivent dans la misère, 23 millions d'adultes ne savent pas lire. Le taux de chômage atteint 9,4 %, ce qui est un record absolu depuis la grande dépression des années 30. La croissance accélérée de ce qu'on appelle le Sun Belt, la zone du soleil au sud, a fait apparaître des phénomènes de prolifération brutale : dans le comté de Greenlee (Arizona), on compte 57,8 % de chômeurs, et dans celui de Jefferson (Missouri) 67 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. La criminalité monte en flèche. Enfin, Newsweek vient de publier une fascinante enquête sur le « délabrement de l'Amérique ». Pour citer les auteurs, « l'infrastructure de l'Amérique - le vaste et vital réseau de routes, de ponts, d'écluses, de rails et de systèmes de transport de masse - est en voie de s'effondrer ». Un exemple parmi beaucoup d'autres : un cinquième des ponts sont en si mauvais état

qu'ils sont fermés ou soumis à des restrictions de trafic. Pour réparer tout cela, il faudrait 3 000 milliards de dollars. Personne ne sait où les trouver.

Pendant ce temps se développe aux portes des Etats-Unis ce qui pourrait bien constituer pour eux, dans les années à venir, le plus grand danger. Si le Mexique, qui a été l'ennemi juré de l'Amérique, a fortiori s'il devait basculer dans le camp réputé anti-impérialiste, leur immense arsenal d'armes nucléaires serait de peu d'utilité aux Etats-Unis pour éviter un pourrissement de leur propre Sud, où les minorités noires et hispaniques constituent un terrain de choix pour la contestation de leur système.

Ainsi, en croyant porter ou parer un coup, chacun des deux formidables boxeurs qui depuis près de quarante ans se battent sur le ring planétaire s'en inflige-t-il le plus souvent un autre à lui-même. On nous pardonnera de citer à nouveau le Pélican de Jonathan, de Denos : « Tout ça peut durer longtemps, si on ne fait pas d'omelette avant. » Mais voilà : ce combat singulier affecte de plus en plus le sort des autres peuples, et il a de plus en plus de chances d'envoyer les deux champions ensemble au tapis. S'ils prenaient le temps de regarder autour d'eux, ils s'apercevraient que les rangs de leurs supporters respectifs sont de plus en plus clairsemés. Le seul moyen qui leur reste de se faire applaudir serait de mettre fin une bonne fois pour toutes à ce pugilat démentiel et de chercher ensemble les moyens de substituer à la course aux armements et à la guerre la marche au développement et à la paix.

ANDRÉ FONTAINE.

Deux raisonnements contradictoires

par GEORGES BERNARD (*)

Le programme américain de réarmement - ont bombardé les bases soviétiques - est une superstratégie B-1, cent missiles stratégiques MX à têtes multiples, une nouvelle génération de sous-marins nucléaires géants lanceurs d'engins, une force d'intervention rapide... est justifié par le président Reagan par un argument simple : l'U.R.S.S. possède une supériorité aussi bien nucléaire que conventionnelle. Pour que la paix soit préservée, rétablir pour les Etats-Unis la parité par rapport aux communistes, au moins dans le domaine nucléaire, avant de songer à désarmer, est une priorité et une urgence.

Le programme français d'armement nucléaire repose sur la doctrine de la dissuasion « du faible au fort ». Pour la France, il est impensable de vouloir égaler la puissance des deux Super-Grands (en fait de l'U.R.S.S.). Il n'empêche que son effort, limité par la dimension économique et autre du pays, reste efficace : il suffit de pouvoir menacer l'adversaire de destructions inacceptables pour éviter la guerre.

Ainsi, mis côte à côte, les raisonnements américains et français font éclater l'absurdité, apparente, des décisions que prennent les gouvernements des deux pays. Pourquoi la dissuasion du faible au fort est-elle efficace pour les Français et la plus

légère inégalité de l'overkill, de la possibilité de détruire plusieurs fois l'adversaire dangereux pour les Etats-Unis ? Et si la parité nucléaire est la condition de la paix, quelle est l'utilité de l'armement nucléaire français ?

Les gouvernements des Etats-Unis et ceux de la France sont-ils des débauchés mentaux, des fous ? Sont-ils incohérents ? Certainement pas. Ce sont des hommes intelligents et réfléchis, entourés de conseillers avisés. La seule explication possible de leurs décisions est que les arguments diffusés dans leurs opinions publiques, dont on vient de donner l'essentiel, ne sont que de la poudre aux yeux. Les motifs réels de leurs choix sont cachés et différents. Quels sont-ils ? Le besoin économique de maintenir l'emploi de centaines de milliers de scientifiques, d'ingénieurs et d'ouvriers qui construisent les armements et des militaires qui les servent et de pouvoir ainsi distribuer du pouvoir à des contreparties productives ? Une tentative pour faire s'effondrer le système économique adverse par une course aux armements ruineuse ?

De tels arguments ne suffisent pas à justifier la dissipation de ressources immenses. Il s'agit certainement d'autre chose. Il faut mettre cela à nu. Car il s'agit du sort de l'humanité.

(*) Economiste.

Les Israéliens et leur empire sur

Le monde international a vu Israël se transformer en une puissance majeure. Son empire sur le Moyen-Orient est devenu une réalité. Les Israéliens ont réussi à établir une domination sur une région stratégique du monde. Leur puissance militaire et politique est devenue une force à ne pas sous-estimer. Les Israéliens ont su tirer parti de leur situation géographique et de leur alliance avec les Etats-Unis pour devenir une puissance majeure. Leur empire sur le Moyen-Orient est devenu une réalité. Les Israéliens ont réussi à établir une domination sur une région stratégique du monde. Leur puissance militaire et politique est devenue une force à ne pas sous-estimer. Les Israéliens ont su tirer parti de leur situation géographique et de leur alliance avec les Etats-Unis pour devenir une puissance majeure.

Un empire sur le Moyen-Orient. Les Israéliens ont réussi à établir une domination sur une région stratégique du monde. Leur puissance militaire et politique est devenue une force à ne pas sous-estimer. Les Israéliens ont su tirer parti de leur situation géographique et de leur alliance avec les Etats-Unis pour devenir une puissance majeure. Leur empire sur le Moyen-Orient est devenu une réalité. Les Israéliens ont réussi à établir une domination sur une région stratégique du monde. Leur puissance militaire et politique est devenue une force à ne pas sous-estimer. Les Israéliens ont su tirer parti de leur situation géographique et de leur alliance avec les Etats-Unis pour devenir une puissance majeure.

M. Huntzinger (P.S.) de gestes suffisants. Les Israéliens ont réussi à établir une domination sur une région stratégique du monde. Leur puissance militaire et politique est devenue une force à ne pas sous-estimer. Les Israéliens ont su tirer parti de leur situation géographique et de leur alliance avec les Etats-Unis pour devenir une puissance majeure. Leur empire sur le Moyen-Orient est devenu une réalité. Les Israéliens ont réussi à établir une domination sur une région stratégique du monde. Leur puissance militaire et politique est devenue une force à ne pas sous-estimer. Les Israéliens ont su tirer parti de leur situation géographique et de leur alliance avec les Etats-Unis pour devenir une puissance majeure.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75277 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F
Tous pays étrangers
PAR VOIE NORMALE
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F
ÉTRANGER
(par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 948 F
IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) versent bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à nous leur adresser une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

étranger

LA GUERRE DU LIBAN

Une unité israélienne a empêché, le 2 août, un convoi de l'ONU de se diriger vers la capitale libanaise. Il s'agissait d'observateurs de l'U.N.T.S.O. (en français, Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve) créé en 1948 et, depuis, toujours en fonction au Proche-Orient. Les autorités de Jérusalem ont fait savoir qu'il n'était pas question que les observateurs de l'ONU se déplacent à Beyrouth avant que le gouvernement israélien ne prenne, le jeudi 3 août, sur la dernière résolution du Conseil de sécurité à ce sujet. L'adoption de cette résolution a provoqué irritation et inquiétude dans les milieux officiels de Jérusalem.

Il semble que le Conseil de sécurité passerait outre à un éventuel veto israélien. On parle à New-York d'une prochaine réunion du Conseil en vue de l'adoption d'une nouvelle résolution qui ne nécessiterait plus l'accord des autorités de Jérusalem. Les derniers bombardements de Beyrouth ont provoqué protestations et démarches de divers gouvernements, notamment

européens. Le numéro deux de l'O.L.P., M. Abou Iyad, a adressé mardi un message au roi Fahd d'Arabie Saoudite lui demandant d'arrêter ses fournitures de pétrole aux Etats-Unis, jugés « complices » d'Israël. Il a, de même, invité la Syrie à déclencher une « guerre totale » contre l'Etat hébreux et l'Egypte à « démontrer les accords de Camp David ». Le dirigeant palestinien s'est déclaré convaincu que les troupes israéliennes cherchent à occuper Beyrouth pour assurer l'élection à la présidence de la République de M. Béchir Gemayel, chef des forces libanaises (milice phalangiste).

Les présidents de la République arabe du Yémen (du Nord) et de la République démocratique du Yémen (du Sud), malgré leurs graves divergences, se sont retrouvés, ce mardi 3 août à Riyad, où ils ont engagé des pourparlers avec les dirigeants saoudiens en vue de coordonner leurs efforts pour résoudre la crise libanaise.

La presse du Golfe, commentant les bombardements de Bey-

ruth s'est déchaînée contre l'Etat d'Israël. Certaines manchettes reflètent la colère et l'indignation ressenties : « Crimes des Juifs », « Begin vampire », « Le Néron du vingtième siècle », « Israël va tuer trente mille Palestiniens au Liban, mais trois cent mille autres vont assouvir leur vengeance, et personne ne pourra les condamner car ils auront raison ».

Aucun journal arabe ne fait de distinction entre Israël et les Etats-Unis. Les éditorialistes sont unanimes pour estimer que Jérusalem et Washington sont d'accord pour « liquider » le peuple palestinien et l'Etat libanais. Le quotidien « Al Bayane » (Emirats arabes unis) qualifie M. Habib de « diplomate de la mort », tandis que « Al Ray Al Aam » (Koweït) pose ces questions : « Quand les Arabes vont-ils s'éveiller ? Soixante jours de silence ne leur ont-ils pas suffi ? » — (A.F.P., Reuters, A.P.).

Les Israéliens étendent peu à peu leur emprise sur Beyrouth-Ouest

Beyrouth. — A quand le prochain assaut ? L'angoissante question hante l'esprit des habitants de Beyrouth qui ne se font guère d'illusions sur la durée du nouveau cesse-le-feu conclu au soir du dimanche 1^{er} août. En fait, il a été en partie violé lundi par les Israéliens, qui ont mis à profit l'avantage que leur a donné l'occupation, dimanche, de l'aéroport de Beyrouth pour renforcer l'ensemble de leurs positions dans le secteur.

Partis du rond-point de Cocody (Nord) dimanche, les blindés israéliens ont peu à peu progressé en direction de Hay-el-Soulem, quartier chite contrôlé par les forces palestino-progressistes. En même temps, d'autres unités venant de la faculté des sciences, située au sud de Hadeth, semblent être parties à la rencontre des troupes de Cocody, menaçant ainsi de prendre en tenaille Hay-el-Soulem. Par un geste tactique mais constant du terrain, les Israéliens visent donc à éliminer progressivement tous les obstacles entre eux et ce qui semble être leur prochain objectif, Bourj-el-Brajneh, où se trouve l'une des quatre grandes implantations palestiniennes de Beyrouth. Tout paraît indiquer que, fidèles à leur politique du fait accompli, les Israéliens étendent peu à peu leur emprise sur le terrain en occupant sans coup férir des positions qui jusqu'à dimanche encore faisaient partie du no man's land séparant les adversaires.

Plus au nord, des véhicules blindés ont été acheminés, à grand renfort de publicité, à Beyrouth-Est, à proximité du passage du Musée qui débouche à l'ouest sur la corniche Mazraa, limitant au nord le réduit palestinien de Beyrouth-Ouest. D'autres informations font état d'un renforcement des positions israéliennes au passage du port où auraient été acheminés des transports de troupes blindés. Tous ces indices laissent penser que les Israéliens sont en train de mettre en place le dispositif d'une action généralisée contre Beyrouth-Ouest. Il est cependant possible que tout ce remue-ménage militaire, accompagné par une campagne de rumeurs déstabilisantes savamment orchestrée, ait pour principal objectif de miner le moral des habitants de Beyrouth-Ouest pour les inciter à quitter le secteur. Le commandant israélien de Beyrouth-Est n'a d'ailleurs pas manqué de recommander lundi aux habitants de l'Ouest de partir « avant qu'il ne soit trop tard ».

Apparemment, les Beyrouthins demeurent pour l'instant insensibles à ces appels, malgré l'étendue des dévastations de dimanche, qui ont encore accru les souffrances de la population. La presse de ce mardi publie de nouvelles photos des destructions de dimanche : hôpitaux, écoles, ambassades, H.L.M., écoles, rien n'a été épargné.

M. Huntzinger (P.S.) : l'O.L.P. n'a pas fait de gestes suffisants à l'égard d'Israël

« Il serait extrêmement dangereux de pratiquer une politique d'isolement à l'égard d'Israël et notamment de la gauche et de l'opinion publique israélienne », a déclaré, lundi 3 août, M. Jacques Huntzinger, secrétaire national adjoint du P.S., chargé des relations internationales, au retour d'une mission à Tel-Aviv que la direction de son parti lui avait confiée.

M. Huntzinger estime que le parti travailliste israélien, membre de l'Internationale socialiste, comme le P.S. français, est « un peu coincé » dans la mesure où « une large partie de l'opinion publique soutient M. Begin ». Dans ces conditions, les prises de position du parti travailliste contre les bombardements de Beyrouth et l'entrée des troupes israéliennes dans la capitale libanaise lui paraissent témoigner « d'un certain courage politique », d'autant que c'est la première fois que des forces politiques critiquent le comportement du gouvernement en période de guerre.

De notre envoyé spécial

d'urgence palestinien d'Alkka, à Sabrah, a été touché de plein fouet. L'église arménienne à Zokak-et-Sitt a été dévastée. Le feu couvra encore à l'intérieur des maisons bombardées, en raison du manque d'eau pour l'éteindre.

La distribution du précieux liquide a bien été rétablie samedi 31 juillet, mais, faute d'électricité — toujours interrompue — pour faire fonctionner les pompes, l'eau ne parvient pas partout. La pénurie est encore plus évidente pour les habitants de la ville bombardée dimanche plusieurs fois, conduites d'eau ayant été détruites.

Un nouveau plan Habib

Tous les efforts de M. Chafic El-Wazzan, le chef du gouvernement, et ses exhortations à la « conscience universelle » sont demeurés jusqu'à présent inefficaces. Non seulement de blocus de Beyrouth-Ouest, est maintenu, mais il semble depuis un certain temps appliqué avec de plus en plus de fermeté, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires de première nécessité. Le comité mba libano-palestinien pour l'assistance aux personnes déplacées qui gère onze centres de distribution à Beyrouth-Ouest et dix-sept autres dans les banlieues sud de la capitale a décidé de réduire les rations alimentaires.

Entre-temps, les tractations politiques, les instantanés compromises par les bombardements de dimanche, ont repris lundi soir avec l'annonce d'un nouveau plan de l'émislaire anti-

ricain, M. Habib. Selon des sources bien informées, ce plan prévoit que les fedayin qui quitteraient Beyrouth n'iraient pas dans d'autres régions libanaises mais directement vers certains pays arabes ; la force internationale d'interposition arriverait sur les lieux non pas avant le départ de tous les combattants palestiniens mais seulement après le retrait d'un premier contingent.

L'O.L.P. et ses alliés libanais reprochent surtout au nouveau plan Habib l'absence de toutes indications concernant le calendrier d'un repli israélien. Une délégation du Mouvement national libanais (gauche) devait se rendre, ce mardi, auprès de l'émislaire américain pour demander avec insistance qu'Israël retire ses unités de quelques kilomètres autour de Beyrouth.

JEAN GUYRAS.



(Dessin de FLANTU.)

Un entretien avec M. Hassan Ali

(Suite de la première page.)

« Mes entretiens avec les dirigeants français, nous a-t-il déclaré, sont d'une nature fondamentalement différente de ceux que j'ai eus à Washington. Hier et là, le chef de l'Etat libanais a des thèmes israéliens à savoir que les fedayin devaient quitter Beyrouth inconditionnellement avant l'instauration d'un gouvernement libanais. Ici, au contraire, il s'agit de la libération du Liban et du départ des Israéliens. Aujourd'hui, les dirigeants américains sont davantage réalistes. Ils se sont fides objectifs : démanteler dans l'immédiat la « bombe » de Beyrouth, régler la crise libanaise en obtenant le retrait de toutes les forces étrangères tout en accordant une attention particulière au problème palestinien, sur le fond ».

M. Kamal Hassan Ali juge inacceptable l'insistance de la mission de l'ambassade américaine. La centrale palestinienne ne peut évacuer Beyrouth et renoncer aux armes, soutient-il, sans qu'on lui ouvre des perspectives politiques et diplomatiques. « J'ai insisté auprès du président Reagan et de M. Shultz pour que les Etats-Unis engagent le dialogue avec l'O.L.P. Trois nouvelles données, leur ai-je dit, devraient les inciter à le faire : le « document Arafat » dans lequel celui-ci accepte de mettre en œuvre toutes les résolutions de l'ONU ; l'accord conclu à Djeddah aux termes duquel les Palestiniens s'engagent formellement de ne pas se retirer de Beyrouth ; l'accord officiel donné par l'O.L.P. au projet de résolution franco-égyptien, qui se résume explicitement aux résolutions 242 et 338 et recommande la reconnaissance mutuelle des peuples israélien et palestinien ».

Le chef de la diplomatie égyptienne ne s'est pas heurté à un refus définitif. M. M. Reagan et Shultz lui ont demandé « un temps de réflexion ». Il ne se fait pas cependant trop d'illusions. Il a le sentiment que les Etats-Unis, ne voulant pas engager une éprouve de force avec le gouvernement de M. Begin, continueront à exiger de M. Arafat « une reconnaissance unilatérale et inconditionnelle d'Israël » avant d'engager un quelconque dialogue avec l'O.L.P.

« C'est bien dommage », commente le chef de la diplomatie égyptienne, car cette épreuve risquerait, à terme, des très considérables aux intérêts américains au Moyen-Orient, et risque de porter un coup aux accords de Camp David.

Les premières conséquences de la guerre du Liban sur les relations égypto-israéliennes sont inquiétantes, relève-t-il. L'opinion de la veille du 31 août est indignée par la brutalité de l'intervention de l'armée israélienne, par les pertes humaines que celle-ci a infligées aux populations civiles. Les menaces de rétorsions risquent de se renforcer à la faveur de cette sanglante confrontation judéo-musulmane. Le processus de normalisation entre le Liban et Israël est en danger.

Les négociations sur l'autonomie des Palestiniens dans les territoires occupés ne peuvent plus reprendre, pour cause. « Pour nos partenaires israéliens », dit M. Ali, l'autonomie est une fin en soi alors que pour nous elle devrait conduire au plus tôt à l'établissement d'un Etat palestinien ».

Le chef de la diplomatie égyptienne craint le pire. « Si Beyrouth est pris d'assaut, nous ne pourrions continuer à entretenir des relations diplomatiques normales avec Israël ».

ERIC ROULEAU.

Une délégation du parti communiste français, dirigée par M. René Piquet, membre du bureau politique et député à l'Assemblée européenne, est arrivée par mer, lundi 3 août, à Beyrouth. Elle a pour but d'informer des derniers développements de la situation dans la capitale libanaise. Elle comprend également M. Robert Montdargent, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et Mme Marie-Claude Beaudou, sénateur du Val-d'Oise.

Les trois personnalités ont été accueillies à Beyrouth par l'ambassadeur de France, M. Paul-Marie Henry, et ont rencontré les responsables du parti communiste libanais, notamment son secrétaire général M. Georges El-Hachem, ainsi que par MM. Chehab, président du Mouvement national (gauche) et chef de la communauté druze. — (A.F.P.)

M. Shamir à Washington

(Suite de la première page.)

La réaction de M. Reagan a été d'autant plus vive que la visite du ministre des affaires étrangères israélien, M. Shamir, ne paraît pas avoir réchauffé l'atmosphère entre Jérusalem et Washington. On craint dans la capitale fédérale que l'attaque israélienne de dimanche, sur l'aéroport de Beyrouth, soit le premier pas de l'offensive finale sur la capitale.

Pour le second jour, M. Reagan, qui n'avait jamais ouvertement critiqué l'action israélienne au Liban, mais qui semblait personnellement touché par le drame qui se joue à Beyrouth, a paru prendre quelque distance avec Jérusalem.

Au cours de l'entretien qu'il a eu lundi 2 août avec M. Shamir, il a déclaré qu'un règlement diplomatique de la situation qui prévaut à Beyrouth-Ouest doit être « le premier pas destiné à mettre fin au drame du Liban, en ouvrant la voie à ce pays ravagé et à avancer sur la voie d'un processus plus large de paix ».

M. Reagan a ajouté : « Le monde ne peut plus tolérer cette escalade sans fin de la violence ». Et il a demandé au gouvernement de Jérusalem d'assurer le ravitaillement de la ville en eau, en nourriture et en médicaments.

Les deux interlocuteurs, le visage fermé, ont rencontré ensuite quelques instants les journalistes devant lesquels M. Shamir a défendu l'attaque israélienne de dimanche et a ajouté : « Les forces palestiniennes ne quitteront Beyrouth ou le Liban que si elles sont convaincues de servir aux autres choix ».

Après l'entretien que M. Shamir a eu, ensuite, avec M. Shultz, l'atmosphère n'était guère plus tendue au département d'Etat, où on s'interrogeait sur la poursuite des négociations menées sur le terrain. Mais le porte-parole du département d'Etat a démenti les rumeurs selon lesquelles un nouveau négociateur pourrait être nommé et une nouvelle politique globale définie pour le Proche-Orient et le Golfe, ainsi que l'affirmait, dimanche, le Globe de Boston.

M. Habib continue à avoir la

pleine confiance du président », a déclaré le porte-parole qui a assuré qu'aucun « changement majeur » de politique n'est envisagé. « Les Etats-Unis et Israël sont toujours d'accord sur les bases sur lesquelles la crise libanaise doit être résolue », a-t-il conclu.

L'un des membres de la mission McCloskey, M. Nick Rahall, représentant démocrate de Virginie-Occidentale, a tenu une conférence de presse à Washington. Il a accusé les Israéliens d'utiliser les cessez-le-feu pour améliorer leurs positions sur le terrain et averti que le soutien accordé par l'administration Reagan à M. Begin constituait un risque grave pour la politique américaine, notamment auprès des pays arabes modérés.

Cependant, à New-York, plusieurs centaines de personnes se sont portées volontaires auprès des services israéliens pour remplacer, dans les emplois civils, les jeunes appelés au front, les officiers israéliens leur proposant des « engagements » d'un à deux mois, pour la plupart dans des kibboutzim.

NICOLE BERNHEIM.

L'évacuation par les Palestiniens n'est pas une défaite complète de la résistance nous déclare le vice-président des nassériens indépendants

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Implanté dans le quartier sunnite musulman de Beyrouth, le mouvement des nassériens indépendants (mouvement), l'une des principales formations du Mouvement national libanais, joue un rôle particulièrement actif dans la vie politique de Beyrouth. Il possède un émetteur. La voix du Liban arabe, dont l'écoute est fort prise dans les milieux populaires palestiniens, progressistes et de quelques centaines de combattants armés disposant de blindés, d'artillerie lourde et de missiles Grad livrés par le Fatah.

Pourtant, les relations entre les mourabitoun et l'O.L.P. n'ont pas toujours été au beau fixe bien qu'ils s'accordent sur les grandes lignes d'un règlement du problème palestinien et de la crise du Proche-Orient. M. Samir Sabbagh, le numéro deux des mourabitoun, déplore à ce propos « l'indiscipline dont on fait preuve dans le camp palestinien à l'intérieur des villes » et « la stratégie d'alliance de l'O.L.P. avec des forces politiques conservatrices, telles que le Rassemblement islamique présidé par l'ancien président du conseil, M. Saeb Salam ».

Les mourabitoun et le Rassemblement islamique se disputent depuis longtemps la direction de la communauté sunnite libanaise. M. Sabbagh admet volontiers que les récents événements ont renforcé la position du Rassemblement islamique, lequel puise ses forces non dans le soutien des masses musulmanes, mais dans la situation politique actuelle dont le trait principal est l'hégémonie de l'Arabie Saoudite, avec laquelle le Rassemblement de M. Saeb Salam entretient des relations très étroites.

M. Samir Sabbagh estime que son organisation ne souhaite pas le départ des Palestiniens de Bey-

ruth, mais s'incline devant une décision que l'O.L.P. a prise en vue d'éviter « la destruction complète de Beyrouth Ouest et l'annexionnement de la résistance palestinienne ». Il considère cependant que l'évacuation de Beyrouth-Ouest par les Palestiniens « ne constitue pas une défaite complète pour la résistance palestinienne, qui sortira renforcée de l'épreuve et pourra reprendre la lutte pour la défense des droits de son peuple ».

Les visées annexionnistes d'Israël

Les mourabitoun qui ne disposent d'aucun représentant au Parlement libanais ne prennent pas part au scrutin présidentiel. M. Sabbagh considère cependant que son organisation, en tant qu'une des principales forces de la communauté sunnite, a son mot à dire à ce sujet. « Nous sommes, dit-il, totalement opposés à la candidature de M. Béchir Gemayel, qui coopère avec l'Etat d'Israël depuis 1978 et collabore maintenant avec l'armée d'occupation. Cette politique de collaboration constitue pour le Liban un grand danger. D'abord parce que l'Etat d'Israël est un Etat théocratique et vise à détruire la société libanaise fondée, théologiquement du moins, sur la coexistence entre confessions différentes. Et ensuite parce que Israël a toujours eu des visées annexionnistes sur une partie du Liban ».

M. Sabbagh estime cependant que la candidature de M. Béchir Gemayel n'a aucune chance d'être approuvée par le Parlement. « La plupart des musulmans ayant déjà fait connaître qu'ils s'opposeraient à la candidature de l'un des alliés d'Israël à la présidence de la République ». Le vice-président des mourabitoun considère que des « élections libres et démocratiques » ne pourront avoir lieu tant que l'armée israélienne n'aura pas quitté le Liban. « Si la liberté de vote est assurée, si la candidature idéal serait M. Raymond Eddé, qui a toujours proclamé que la crise libanaise ne pouvait être réglée qu'après l'évacuation de toutes les forces armées étrangères du Liban. Si cette candidature est impossible, il faudrait trouver un candidat de compromis, c'est-à-dire une nouvelle personnalité susceptible de faire autour d'elle l'unité de toutes les parties libanaises, ou bien, en fin de compte, assurer la reconnaissance du mandat du président Sadr, une idée qui est en train de faire son chemin. Cela serait le seul moyen pour éviter le vide constitutionnel ».

J. G.

ASIE

EUROPE

Sri-Lanka en proie aux tensions ethniques

II. — L'ENGRENAGE DES EXTRÉMISMES

De notre envoyé spécial PATRICK FRANCÈS

Les violences communales qui agitent périodiquement Sri-Lanka plongent dans l'histoire d'un pays où la majorité cinghalaise bouddhiste et minorités tamoules hindouistes ont constitué des origines deux communautés isolées par la géographie, la langue et la religion. Une situation qui devait conduire certains Tamouls à revendiquer un Etat séparé (« le Monde » du 3 août 1982). L'arrivée au pouvoir, en 1977, d'une nouvelle majorité avait pourtant laissé espérer une amélioration des relations entre les deux ethnies.

Colombo. — Pour la nouvelle équipe du Parti de l'unité nationale, les choses commencent plutôt mal puisque l'ambiance de violence communale s'est à nouveau installée après la mise en place du cabinet (septembre 1977). Le gouvernement de M. Jayewardene ne devait pas moins s'efforcer de prendre en considération les griefs formulés par la communauté tamoule, qu'il s'agisse de l'usage de la langue, de la colonisation des terres ou de l'accès au marché de l'emploi et à l'éducation. Dans ces deux derniers domaines, en effet, la sur-représentation relative des Tamouls du temps de la colonie britannique et dans les premières années de l'indépendance avait fait place à une situation presque inverse, en raison notamment des mesures prises par le Parti de la liberté pour imposer la langue cinghalaise et accroître le nombre des Cinghalais admis à l'université.

Elle qui devint le premier parti d'opposition (il avait obtenu dix-huit des cent soixante-huit sièges — et recueillit 60 % des suffrages dans les circonscriptions tamoules du Nord et de l'Est — contre huit seulement au Parti de la liberté). Le Front uni de libération tamoule (F.L.T.T.) refusa, tout comme en 1972, de s'associer à l'élaboration d'une nouvelle Constitution, celle de 1978, qui devait pourtant lui apporter quelques satisfactions. Si

la langue officielle restait le cinghalais, l'article 19 précisait que « les langues nationales seraient le cinghalais et le tamoul » ; l'article 23 stipulait que « la langue officielle serait la langue de l'administration dans tout le pays, sous la réserve que le tamoul serait aussi utilisé comme langue administrative dans les provinces du Nord et de l'Est » ; l'article 22, que « toutes les lois seraient faites et promulguées dans les deux langues nationales ». Toutes dispositions qui ne figuraient pas dans la précédente Constitution.

Parallèlement à ces innovations constitutionnelles et à l'abrogation des mesures législatives ou réglementaires jugées incompatibles avec le principe de l'égalité de traitement de tous les citoyens, il était décidé de nommer, au sein du gouvernement et dans la haute fonction publique, des personnalités tamoules, ce qui devait entraîner le ralliement de plusieurs « notables » du F.L.T.T.

Puis, important encore était la décision de remettre aux indigènes d'un pouvoir très centralisé en accordant une place accrue à l'initiative régionale. D'abord en créant des postes de ministres de districts (vingt-quatre pour toute l'île) disposant des crédits d'un budget décentralisé servant à financer des travaux d'intérêt général. Ensuite, en créant des « conseils de districts » disposant, en vertu des pouvoirs délégués par le Parlement, d'une certaine autonomie financière et administrative.

Ainsi le « pays tamoul » dispose désormais d'une responsabilité directe dans la gestion de ses propres affaires, un objectif poursuivi depuis l'origine par ses représentants.

Autant de décisions et de gestes qui pouvaient laisser penser qu'une modification significative était en train de s'accomplir dans le climat général des relations entre l'ethnie dominante cinghalaise et les minorités tamoules. On comprend dans ces conditions la surprise, la consternation et l'indignation qu'a suscitées à Sri Lanka la flambée de violence

qui, l'été dernier, a déferlé sur le pays, emportant sur son passage la mort et la destruction. S'interroger sur les raisons de cette agitation ethnique, c'est d'abord évoquer la « main de l'étranger » — dénoncée immédiatement par un membre influent du cabinet cinghalais, M. Anandadasa de Alwis, ministre d'Etat, sans précédent sans doute pour que l'on puisse en identifier l'origine.

Certes, l'Assemblée de l'Etat indien du Tamil Nadu, inquiète du sort réservé à ses « frères » tamouls résidant au Sri-Lanka, a voté une résolution demandant que cette question soit soumise aux Nations unies, une suggestion immédiatement repoussée cependant par le ministre indien des affaires étrangères, M. Rao, qui affirmait devant le Parlement fédéral que son pays n'avait nullement l'intention de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un Etat souverain. Une position fort appréciée à Colombo.

« Tigres » contre « Lions »

Mais, au-delà de ce qui reste de simples et vagues suspicions, n'importe-t-il pas la conviction, confortée par les événements, que cette agitation ethnique contribue à créer un climat propice à la sécession ?

Il y a d'abord les extrémistes tamouls, parvenus à l'indépendance de l'Etat, dont les formations clandestines, résurgences des groupes de la libération tamoule (T.L.T.), s'efforcent d'appliquer une stratégie connue : semer le désordre et la terreur afin d'obliger le gouvernement à intervenir pour pouvoir ensuite dénoncer l'action répressive d'une police ou d'une armée, qualifiées d'« occupation ». Une méthode simple : trapper et décapiter. C'est ce qu'un ministre appelle devant nous « l'enseignement des extrémistes », les actes des uns justifiant les répliques des autres.

Ainsi a-t-on vu apparaître sur les murs de Colombo le slogan suivant : « Tigres, pour le pouvoir. Non, pas la « Lion's turn » — « Tigres, la danse est finie. Maintenant c'est au tour des Lions » (l'emblème des Cinghalais). A quoi s'ajoute la distribution de tracts appelant la population cinghalaise à « un complet boycott économique » des « ennemis » — Tamouls et les extrémistes — afin de combattre, « sans qu'il soit besoin de verser une seule goutte de sang », les partisans de l'indépendance.

La reprise du terrorisme dans le nord du pays devait surtout frapper les militants bouddhistes ultra-nationalistes qui n'hésitent pas à dénoncer ouvertement la « temporisation » du gouvernement à leur égard, le pouvoir actuel et à souhaiter un durcissement de l'attitude des autorités face à la question tamoule.

Il est de fait d'autre part, que les dirigeants du Front uni de libération tamoul — actuellement, par la grâce du mode de scrutin en vigueur, la formation principale de l'opposition parlementaire, — tout en estimant que le problème politique qui justifie leur existence ne peut être résolu que par des moyens démocratiques (« le droit de vote et non la balle », n'en militant pas moins pour un partage du territoire.

(1) Actes dans les années 1978-79, le mouvement des « Tigres tamouls » a été dissous en 1979, ses dirigeants se réfugièrent à l'étranger. En 1979, le gouvernement a réorganisé les forces armées, les a renforcées et a lancé de nouvelles opérations militaires. Les extrémistes ont continué à mener des attaques et à semer le désordre. Le gouvernement a répondu par une répression sévère.

(2) Le scrutin majoritaire a été tenu en 1982, lors des élections provinciales. Les extrémistes ont continué à mener des attaques et à semer le désordre. Le gouvernement a répondu par une répression sévère.

Afghanistan

L'ARMÉE

RENFORCE SES EFFECTIFS

Téhéran (A.F.P.). — Le service militaire a été rendu obligatoire pour tous les Afghans jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, et la conscription portée de deux à trois ans, a annoncé Radio-Kaboul le 3 août. Ces mesures ont été prises afin de « restaurer une paix totale dans le pays et de préserver la souveraineté nationale menacée par l'agression des Etats-Unis, de la Chine, des Arabes et du Pakistan en Afghanistan », a déclaré la radio.

L'engagement de la durée du service militaire ne tiendra pas compte du niveau d'éducation. Les détenteurs de diplômes universitaires ne passeront jusqu'à maintenant que six mois sous les drapeaux, et les titulaires d'un diplôme d'enseignement secondaire un an. Tous les réservistes âgés de moins de trente-sept ans seront d'autre part rappelés pour une durée de deux ans.

En renforçant ses effectifs, les autorités veulent, semble-t-il, faire face aux pertes dans les combats et aux nombreuses déficiences qu'a connues l'armée afghane.

national (un objectif inscrit dans leur programme électoral), jugé inacceptable par la majorité cinghalaise.

Les dirigeants du Front ne manquent pas en outre de dénoncer, ainsi que l'a fait le président de leur groupe parlementaire, M. Anandadasa de Alwis, la « répression » et le « terrorisme d'Etat » dont serait victime, selon eux, la population tamoule. Mais, d'autre part, à cette occasion, une campagne de dénigrement contre le gouvernement de son pays et d'avoir fait publier l'apologie de l'« Etat-Séparé », M. Anandadasa, qualifié potamment de « menteur », a été condamné à l'« exécution » (la peine de mort) par le Parlement. Lors du débat oratoire (boycotté par l'opposition) qui eut lieu à cette occasion, plusieurs membres du parti gouvernemental prononcèrent des discours pour les motifs bellicieux, propres, semble-t-il, de l'avis de certains tamouls, à enflammer les esprits nationalistes cinghalais. Le président Jayewardene devait d'ailleurs le reconnaître publiquement dans un discours prononcé, le 4 septembre suivant, devant les cadres du parti.

Cet aveu confirmait en tout cas l'existence, au sein du parti au pouvoir, voire au sein du cabinet, d'éléments décidés à défendre coûte que coûte la suprématie cinghalaise, et par conséquent, favorable à la politique de conciliation et de conciergerie suivie par le chef de l'Etat (ce qui explique le ralliement à son parti de plusieurs personnalités tamoules). Mais cette politique est ouvertement contestée par le clergé bouddhiste traditionaliste qui a été jusqu'à demander la dissolution permanente de l'armée dans le nord de l'île (où les Tamouls sont majoritaires) et la poursuite accélérée du programme de colonisation de districts tamouls par des immigrants cinghalais. Estimant que la politique de la main tendue a échoué, ces éléments redoublent, au contraire, quelle ne mette en péril l'existence même de l'ethnie cinghalaise.

Prochain article :

LA CAROTTE ET LE BATON

A travers le monde

Corée du Sud

LA PRINCE DE MORT A ETE REQUIS, lundi 3 août, par les procureurs sud-coréens contre deux des accusés au procès des auteurs de l'assassinat du centre culturel américain de Pusan, en mars 1971, d'un d'entre eux, M. Moon Su Shik, a reconnu sa participation à l'assassinat, le second, Kim Eyon Jang, est considéré comme son inspirateur. Le ministre public a également requis la prison à vie pour cinq étudiants et cinq ans de prison pour le père d'un d'entre eux, Kim Su Shik, accusé d'avoir donné asile à l'un des accusés. — (A.F.P.)

Etats-Unis

M. RAYMOND DONOVAN, secrétaire américain au travail, fait de nouveau l'objet d'une enquête pour ses liens supposés avec la Mafia avant son entrée au gouvernement en janvier 1981. A révélé lundi 3 août un avocat new-yorkais, M. Michael Rauh. Celui-ci, un associé du procureur spécial chargé de l'enquête, M. Leon Silverman, a indiqué que le dernier « a reçu de nouvelles accusations (contre M. Donovan) et poursuit son enquête ». M. Silverman, également avocat new-yorkais, avait été désigné fin décembre 1981 par la cour d'appel de Washington pour enquêter sur les accusations portées par des informateurs du F.B.I. contre M. Donovan en vertu de la loi sur l'éthique au gouvernement. Il avait rendu public le 28 juin son rapport sur les activités de M. Donovan alors que celui-ci dirigeait une société du New Jersey, la Schia Pone Construction Co. Pendant cette période, M. Donovan avait travaillé d'une manière peu conventionnelle, M. Silverman avait innocté le secrétaire au travail de diverses accusations dont celle d'avoir été témoin de la remise d'un pot-de-vin à un dirigeant de la société par un mafioso. Deux jours plus tard, M. Reagan avait renoué sa confiance à M. Donovan. Interrogé à nouveau sur cette affaire la semaine dernière, il avait répondu : « Le dossier est clos. » — (A.F.P.)

Papouasie

Nouvelle-Guinée

M. MICHAEL SOMARE, qui a déjà été premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée pendant deux ans, a été réélu, le 3 août, à la présidence de la République. — (A.F.P.)

Union soviétique

L'EXPULSION DU CORRESPONDANT DE « NEWSWEEK »

M. Nagorski dément les accusations portées contre lui

Moscou (A.F.P.-U.P.J.). — Le ministre soviétique des affaires étrangères a révoqué, lundi 3 août, l'accreditation de M. Andrew Nagorski et prie le correspondant de l'hebdomadaire américain Newsweek de quitter l'U.R.S.S. Il était en poste à Moscou depuis mai 1981. Les autorités soviétiques lui reprochent « des méthodes interdites d'activité journalistique sur le territoire de l'U.R.S.S. ». Selon le ministre, il aurait usurpé l'identité d'un journaliste soviétique lors d'un reportage en province, se serait fait passer ailleurs pour un journaliste polonais et se serait rendu clandestinement au Tadjikistan. (Nos dernières éditions du 3 août.)

Interrogé par ses confrères, M. Nagorski a qualifié ces accusations d'« ineptes, sans fondement et contraire à la vérité ». Il a expliqué qu'à Volégia, par exemple, il avait été arrêté par un milicien pour avoir pris des photos. Pour prouver sa qualité de journaliste, il avait demandé au représentant de l'ordre, qui refusait de le croire, de téléphoner au rédacteur en chef adjoint du journal local Krasny Sever, avec lequel il avait été en contact. Il avait, à cet effet, montré la carte de visite que le confrère soviétique lui avait remise.

A Rovno, en Ukraine, le journaliste américain n'a rien fait que répondre à des questions posées par les habitants sur ses origines polonaises. Enfin, M. Nagorski a indiqué qu'il avait demandé à deux reprises, par courrier, l'autorisation de se rendre au Kourgan-Tub à Douchambé, capitale du Tadjikistan.

Ce dernier voyage a sans doute été aux sources soviétiques : Newsweek publie, cette semaine, son reportage sur l'impact de la guerre d'Afghanistan sur la population à majorité musulmane de l'Asie centrale. Il y consigne que le conflit a une influence profonde sur les jeunes de cette région. « A travers tout le Tadjikistan, écrit-il, la guerre d'Afghanistan a créé une véritable question émotionnelle. Les Tadjiks vivent de part et d'autre de

la frontière et les Soviétiques ont proportionnellement envoyé un grand nombre d'entre eux combattre en Afghanistan. Les chiffres des pertes sont accablants, mais selon le gardien d'un des quatre cimetières de Douchambé, un ou deux cercueils arrivent chaque mois d'Afghanistan. Les Tadjiks acceptent largement les justifications soviétiques de la guerre, mais ils ne vont au combat qu'à leur gré, en raison de la foi qu'ils portent. » Tout le monde ici est croyant, déclare un vieux musulman.

L'ambassade américaine à Moscou a regretté cette décision prise à l'encontre d'un « journaliste hautement qualifié et responsable » et a annoncé qu'elle « est en liaison avec le département d'Etat pour étudier quelle action peut être prise en retour ».

Mme Raissa Gouz, trente-cinq ans, soviétique, mariée à un Français, M. Gaston Gouz, depuis 1973, a été internée le 23 juillet dans un hôpital psychiatrique de Moscou. Après plusieurs séjours en France, Mme Gouz était revenue en 1979 en U.R.S.S. Mme Gouz, qui occupait depuis quelque temps un emploi au ministère de la culture, avait demandé il y a deux mois et obtenu un visa d'établissement en France. Le 22 juillet, elle a été convoquée par le milieu qui l'a conduite directement à l'hôpital psychiatrique de Gnanouchine (centre de Moscou) où elle se trouve toujours en « observation ». — (A.F.P.)

Un des principaux responsables de la construction des fusées soviétiques, l'ingénieur Mikhaïl Piliouguine, est décédé lundi 3 août à l'âge de 74 ans, indique l'agence Tass. Sa nécrologie est signée de Leonid Brejnev, le président du conseil des ministres, Mikhaïl Tikhonov.

Yougoslavie

MORT DE M. VELJKO MITCHOUNOVITCH

Belgrade (A.F.P.). — Veljko Mitchounovitch, membre du conseil de la fédération yougoslave, est mort lundi 2 août des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-six ans.

Né en 1916, ce Monténégrin avait adhéré au P.C. en 1938. Partisan pendant la guerre, il occupa ensuite divers postes, dont ceux de vice-ministre de l'intérieur au Monténégro, vice-ministre fédéral de l'intérieur et des affaires étrangères, président du conseil pour les affaires étrangères à la présidence de la République, quand il quitta la vie publique pour raisons de santé, on lui donna le titre honorifique de membre du conseil de la fédération, réservé à ceux qui ont acquis des mérites spéciaux. Veljko Mitchounovitch avait été ambassadeur en U.R.S.S. (1956-1958 et 1969-1971), aux Etats-Unis (1968-1969) et en Mongolie. De ses séjours à Moscou, il avait tiré un livre, Les Années moscovites, consacré à la normalisation des relations soviéto-yougoslaves, qui commença sept ans après l'annonce de Tito en 1948. A la publication de cet ouvrage en 1971, Moscou avait manifesté son irritation, et pendant un certain temps la vente du livre fut suspendue en Yougoslavie. Veljko Mitchounovitch y rapportait divers entretiens confidentiels avec Khrouchchev, Brejnev et Mikhaïl Vorochilov, Molotov et Soukharov, et en particulier maints détails sur le comportement de Staline (le Monde du 9 décembre 1971).

Chine

Pékin dénonce vigoureusement la réécriture des manuels d'histoire japonais

De notre envoyé spécial

Pékin. — La polémique sino-japonaise, qui s'amplifie depuis bientôt deux semaines, au sujet de la réécriture de l'histoire contemporaine à l'initiative du parti conservateur et du ministre de l'éducation nationale japonais, est en train de dégénérer en crise diplomatique (le Monde du 28 juillet). A moins de deux mois de la visite japonaise, M. Suzuki — visite qui devrait, après celle du premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, en juin à Tokyo, consacrer l'excellence des relations bilatérales du pays après la normalisation. — les Chinois viennent de franchir un nouveau pas dans l'escalade et de donner la mesure de leur mécontentement en annulant la visite prévue en septembre à Pékin du ministre japonais de l'éducation nationale, M. Ogawa.

L'épreuve de force se prolonge, exacerbée de part et d'autre par le sentiment nationaliste. Les autorités chinoises ont rejeté les explications embarrassées et maladroites des Japonais visant à justifier l'opération ou la suppression pure et simple dans les manuels scolaires de passages relatifs aux invasions et aux atrocités commises par l'armée impériale à partir des années 30 en Chine et en Asie, et tout particulièrement de celui concernant le massacre des civils de Nankin.

Pékin exige le rétablissement de la vérité historique, c'est-à-dire des formulations en vigueur jusqu'ici dans lesquelles les responsabilités et les atrocités japonaises étaient sinon très détaillées du moins assez explicites.

Les atrocités de Nankin

Plus grave encore, les autorités de Chine populaire estiment que la réécriture de l'histoire par les Japonais viole l'esprit et la lettre du traité de paix et d'amitié signé en 1978, et par lequel Tokyo reconnaissait, pour la première fois, les responsabilités japonaises

dans les souffrances infligées au peuple chinois. On assiste ici, jour après jour, à une campagne nationale qui ravive le souvenir des horreurs de l'invasion et de l'occupation de la Chine par le Japon. Les tentatives impérialistes et l'influence politique de l'extrême droite japonaise sont couramment le thème de la presse et d'autres journaux consacrent des pages entières à la publication de photos particulièrement sanglantes, sur les atrocités de Nankin notamment, ainsi qu'à des témoignages indignes de diverses personnalités chinoises (1).

La Chine n'est pas la seule à protester. D'autres pays asiatiques, qui furent victimes de l'impérialisme militaire nippon, les deux Corées, pour une fois d'accord — Taiwan, Singapour etc., se joignent à elle pour faire part dans l'immédiat de leur indignation et, à terme, de leurs inquiétudes les plus vives. Cette levée de boucliers n'est pas sans rappeler les manifestations violentes contre l'impérialisme économique japonais qui prirent place en Asie du Sud-Est lors d'une tournée de l'ancien premier ministre M. Tanaka, en 1974. Après trente ans d'amitié et de coopération économique, ces réactions montrent que le souvenir du passé et les blessures infligées aux peuples et aux nations d'Asie par les Japonais restent très vives.

R.-P. FARI-GAUX.

(1) A la suite du refus du gouvernement chinois de reconnaître l'acte fasciste du Mandchoukouo — créé par les Japonais en Mandchourie — les forces japonaises entrèrent à Pékin, le 29 juillet 1937, puis progressèrent vers le sud. Elles atteignirent en novembre Shanghai et Nankin, qui était alors la capitale du régime du Komin-tse, dirigé par Tchang Kai-chek. L'occupation de cette dernière ville donna lieu à des atrocités particulièrement sanglantes. L'une des photos publiées récemment par les journaux pékinois montre un soldat japonais tenant un bébé de la main droite et la tête d'un Chinois dans la main gauche.

GAP WAGRAM
CONCESSIONNAIRE
50 ANS D'EXPERIENCE
AU SERVICE
D'UNE CLIENTELE DE QUALITE
25, RUE CARDINET
75017 PARIS - 267.31.00

ARCHITECTES BATISSEURS

Il ne sont pas en vacances !
Ils vous attendent dans toutes les régions de France.
C'est le moment de réfléchir avec eux sur votre future maison. Elle en vaudra.

Pour avoir leur adresse sur place appelez ou écrivez :
Architectes-Bâtisseurs
BP 84 - 84006 AVIGNON
Tél. 901852324

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

Les surprises de la génétique

Deux séries de travaux qui bouleversent les idées reçues

Des publications récentes et des communications au premier congrès européen de biologie cellulaire qui vient d'avoir lieu à Paris (1-10 août) confortent l'idée, déjà apparue, que la relation entre les gènes et les protéines dont ils commandent la syn-

thèse est beaucoup plus complexe que ne l'indiquaient les travaux des années 60. D'un côté, il y a la découverte d'un gène qui peut être « lu » dans les deux sens; d'un autre côté, il est suggéré que certains gènes peuvent se transmettre d'un organisme à un autre.

LES revues britanniques *Nature* et *New Scientist* ont relaté récemment une découverte d'une équipe de l'université de Freiburg-en-Breisgau (R.F.A.) concernant la bactérie *Escherichia coli*. Une séquence (IS 5) de l'ADN (acide désoxyribonucléique) présente la particularité de coder simultanément deux protéines, qui sont « lues » en sens contraire.

Sur l'un des brins qui constituent la double hélice de l'ADN, on trouve le triplet (ou codon) TAC (1) qui code l'acide aminé méthionine utilisé pour amorcer la synthèse d'une protéine. En vertu des règles d'appariement entre les deux brins, on trouve sur l'autre brin le triplet ATG, qui lui à rebours, donne GTA, codon de l'histidine.

Cet acide aminé est effectivement présent dans une « grande » protéine, codée par ce second brin, et dont la séquence de codage englobe complètement celle qui commande la synthèse de la « petite » protéine sur l'autre brin. La même séquence d'ADN correspond donc à deux gènes, insérés dans des directions opposées (voir graphique).

C'est la première fois qu'on observe une telle modalité de condensation de l'information. Les membres de l'équipe, M. Bodo Rak et Mme Monika Lesky et Majka Hable, se sont interrogés sur les raisons de ce phénomène, sans, pour l'instant, trouver une explication satisfaisante. Pour le professeur Philippe

Grande protéine
— ATG CTC GTT GGC CGC —

— SENS DE LECTURE —

Petite protéine
— TAC GAG CAA CCG GCG —

— SENS DE LECTURE —

D'après *New Scientist*, 27 mai 1982.

qu'une même séquence — sur le même brin — pouvait être lue de deux manières différentes. Cette observation avait, remis en cause l'idée, qui prévalait alors, de la correspondance stricte entre un gène et une protéine (le *Monde* du 24 novembre 1978). Pour M. Kourilsky, le problème essentiel soulevé par ces recherches est, une fois de plus, celui de la répartition entre les parties utiles de l'ADN et les autres, c'est-à-dire entre celles qui codent un message génétique (des exons) et les autres (des introns). Il indique aussi qu'à l'opposé de ces exemples de condensation de l'information, où une même région de l'ADN sert à coder deux protéines différentes, on trouve une extrême dilution de cette information dans certains gènes.

Concernant, cette fois, les organismes supérieurs, la revue *Science* a présenté l'hypothèse, émise par un groupe de chercheurs de l'université de Zurich, autour de M. Max Birnstiel — et discutée par ce dernier à Paris — que des transferts de gènes existent entre eucaryotes (organismes dont les cellules ont un noyau séparé du cytoplasme). Les transferts de gènes entre bactéries (organismes procaryotes, c'est-à-dire sans noyau distinct) sont bien connus et à la base de nombreuses opérations génétiques.

Cette « anomalie », comme une autre très analogue observée par les chercheurs zurichois, a conduit ces derniers à proposer un transfert de gènes d'une espèce à l'autre. De fait, l'hypothèse commence à être vraiment prise au sérieux. Pourtant, les auteurs eux-mêmes continuent à s'interroger sur la plausibilité de leurs propositions, sur le type de mécanisme qui permettrait ces transferts. A travers le témoignage de M. Birnstiel, c'est finalement toute la problématique de la recherche en biologie moléculaire qui apparaît : « Il est possible que cela se produise et soit sans importance. Ou que cela se produise et soit fondamental... »

MICHEL CHOUCHAN.

LANDSAT-4 : une nouvelle génération de satellites d'observation de la Terre

Le satellite Landsat-4 a été lancé, le vendredi 16 juillet, depuis la base californienne de Vandenberg. Destiné, comme les trois satellites de même nom qui l'ont précédé depuis dix ans, à l'observation des ressources terrestres, Landsat-4 est beaucoup plus perfectionné qu'eux. Il emporte, en effet, un instrument de cartographie thématique qui fournira des images sur lesquelles des

objets d'une taille de 30 mètres seront visibles. Cet instrument est, d'autre part, conçu pour qu'on puisse distinguer aisément les divers types de végétation et discriminer les plantes saines et malades. On en attend une bonne précision des récoltes, en particulier pour les céréales, dont les Etats-Unis sont le premier fournisseur mondial.

EN juillet 1972, la NASA lançait le premier satellite de télédétection des ressources terrestres, Landsat-1. Deux autres Landsat suivirent, en janvier 1975 et en mars 1976. Seul le troisième est encore en service, mais une panne a entraîné une dégradation de la qualité des images transmises. Le lancement de Landsat-4 pourrait donc apparaître comme la simple continuation d'un programme dont le succès a été incontestable. Les images détaillées de la Terre transmises par les satellites Landsat ayant permis de fructueuses découvertes et s'étant révélées d'une utilité encore supérieure à ce qu'imaginaient les promoteurs de l'observation de la Terre par satellite.

Or Landsat-4 est beaucoup plus qu'un quatrième Landsat. S'il transporte un scanner multispectral, destiné à donner des images pratiques, identiques à celles que fournissaient ses prédécesseurs, il est aussi doté d'un instrument de cartographie thématique (*thematic mapper*), qui donnera des images beaucoup plus détaillées, et qui est spécialement conçu pour permettre certaines analyses fines. En particulier dans l'évaluation des récoltes. La production agricole des Etats-Unis nourrit une bonne part du tiers-monde, ainsi que le bétail, sinon la population, soviétique.

De cette position dominante résulte une bonne part de la puissance des Etats-Unis dans ce domaine. Prévoir le plus tôt possible si de futures récoltes — ou que ce soit dans le monde — seront bonnes ou mauvaises a donc une importance stratégique considérable.

Cette capacité de prévision à partir des satellites a été démontrée par le programme LACIE, mené de novembre 1974 à juin 1978 : son objet était de déterminer, à partir d'observations faites par satellites, l'estimation des surfaces plantées en blé, et celle de leur production, ainsi qu'une évaluation de la production avec laquelle de telles estimations pouvaient être faites. LACIE a permis une bonne prévision de la récolte de blé d'hiver aux Etats-Unis et en Union soviétique. Pour les blés de printemps — difficiles à distinguer de l'orge — la prévision fut bien moins bonne.

Il en fut de même pour les estimations sur les blés canadiens, pays où est pratiquée la « jachère en bandes », que la précision insuffisante des images ne permettait pas de décider. C'est l'analyse de ces insuffisances qui a conduit à fixer les caractéristiques de l'instrument de cartographie thématique, ainsi que les études, moins poussées, faites sur d'autres cultures.

Landsat-4 a été stabilisé sur une orbite circulaire à 705 kilomètres d'altitude, quasi polaire : l'orbite coupe le plan de l'équateur terrestre sous un angle de 98,2 degrés. Une telle orbite est héliosynchrone, ce qui signifie que le plan de l'orbite fait un angle constant avec la direction du Soleil. Conséquence : lorsque le satellite repasse au-dessus du même point de la Terre — cela se produit tous les seize jours — il le survole à la même heure locale et donc dans des conditions d'éclairement très voisines. La comparaison des images en est grandement facilitée.

Sept couleurs

Le scanner multispectral qu'emporte Landsat-4 a voit une bande de terrain large de 185 kilomètres, qu'il observe dans quatre bandes spectrales correspondant en gros au vert, au jaune, au rouge et au proche infra-rouge. La résolution — la taille sur le terrain d'un point de l'image — est de 80 mètres.

L'instrument thématique est beaucoup plus précis puisqu'un point de l'image correspond à 30 mètres seulement au sol. L'image est prise en sept « couleurs » : sept bandes spectrales beaucoup plus étroites que celles qu'utilise le scanner multispectral, une dans le bleu-vert, une dans le vert-jaune, une dans l'orange, trois dans le proche infra-rouge, une dans l'infra-rouge lointain.

Les limites précises des bandes spectrales ont été choisies pour faciliter certaines distinctions :

ainsi la première bande permet une bonne distinction entre conifères et arbres à feuilles caduques ; la seconde met en évidence les végétaux qui sont en forte croissance ; une des bandes infra-rouge permet de discriminer des nuages et une couverture neigeuse, et facilite la détection de certaines maladies des plantes produites par des moisissures ; une autre facilite la discrimination des zones où peuvent être présents des glissements d'hydrocarbures, etc.

Par d'autres aspects, Landsat-4 diffère de ses prédécesseurs et fait appel à des techniques de pointe : ainsi il ne transporte plus d'enregistreur sur bande magnétique, appareil fragile dont il est difficile d'assurer une très bonne fiabilité. Il diffusera en permanence ses observations, qui devraient être captées par des futurs satellites géostationnaires — les T.D.R.S. (1) — et renvoyées par ces derniers vers une station de traitement située au centre spatial Goddard, dans la Maryland.

Landsat-4 utilisera aussi les messages diffusés par un ensemble de satellites de navigation. A partir de ces messages, un calculateur embarqué déterminera très précisément la position du satellite à chaque instant, information essentielle pour l'exploitation des images. Ce sera d'ailleurs la première fois qu'un satellite utilisera ce système qui a été primitivement conçu pour permettre à des avions civils et militaires de déterminer leur position.

Dernière innovation : Landsat-4 est un satellite récupérable. Il a été étudié pour être facilement saisi par le bras télémanipulateur

MAURICE ARVONNY.

(1) Les retards de la navette spatiale ont retardé à janvier 1983 le lancement du premier satellite T.D.R.S. Ce n'est pas trop tôt pour le scanner, dont les images peuvent être captées par le réseau de stations terrestres mis en place pour recevoir les images de trois premiers Landsat. Mais pour l'instrument thématique une seule station de réception existe aux Etats-Unis, et l'instrument ne sera pleinement opérationnel qu'en 1983.

Transgresser pour unifier

(Suite de la première page.)

Universelle vraiment ? Non, si l'on en croit des résultats venus d'une obscure caverne du sous-sol de l'Inde. On y aurait observé la désintégration du proton. Ce qui prouverait que la théorie « électro-faible » dont il a été question ci-dessus n'est qu'une approximation de la « grande unification » qui décriait simultanément les trois forces : faibles, électrique et forte — cette dernière étant la force qui lie les constituants des noyaux atomiques et qui est nettement plus intense que la force électrofaible.

Puisqu'on a unifié deux forces et que la troisième est décrite par une théorie qui ressemble beaucoup à la théorie électro-faible, pourquoi ne pas unifier les trois ? Il faut alors envisager une conséquence inéluctable. De même que l'unification électro-faible imposait que la parité soit violée dans la physique atomique, de même la grande unification implique une autre transgression : l'acceptation de l'instabilité du proton. Or le vieux principe de conservation de la matière de Lavoisier, déjà fortement malmené par Einstein, ne subsistait plus que sous une forme atténuée qui exprime en gros la conservation du nombre total de protons. La grande unification apporte à cette loi une violation définitive et condamne l'univers à devenir, au stade ultime, de l'énergie pure. Mais c'est une condamnation à long terme. Chaque gramme de matière terrestre contient en gros trois cent mille milliards de milliards de protons. Depuis la naissance de l'univers moins de mille ont disparu.

Pour observer des désintégrations si rares, il est impératif de se protéger au maximum contre tous les phénomènes parasites. La solution consiste à s'enfermer profondément. Les mines profondes — ou les tunnels routiers, plus accessibles — sont les laboratoires appropriés. Une expérience faite dans le tunnel du Mont-Blanc corrobore celle de l'Inde, mais il en faut plus pour être sûr qu'on a vraiment observé la désintégration d'un proton.

La grande unification mélange trois forces, mais il en reste une quatrième : la gravitation. Pourquoi ne pas l'unifier aussi ? Ici les expérimentateurs passent la main. La gravitation est tellement plus faible que les trois autres forces qu'on ne peut imaginer aucun moyen de tester un éventuel couplage de ces forces avec la gravitation.

Les théoriciens prennent donc le relais. Einstein a donné de la gravitation, avec la relativité générale, une théorie « classique » qui paraît aussi parfaite que possible. Mais personne n'a jusqu'ici su la traduire dans le langage de la mécanique quantique, indispensable pour décrire les phénomènes de la microphysique. Il subsiste une difficulté de fond, une sorte d'incohérence fondamentale entre mécanique quantique et relativité générale. Or cette difficulté pourrait être surmontée par les travaux actuels sur la supersymétrie.

La supersymétrie est une « violation » encore plus révolutionnaire que celle de la parité ou de la loi de Lavoisier. Elle aurait pour effet d'abolir la barrière jusqu'ici intangible entre les deux grandes classes de particules — les fermions et les bosons — ou, pour prendre une image, les particules individualistes et les particules collectivistes.

Les fermions sont individualistes : ils obéissent à un principe qui dit en gros que deux fermions ne peuvent être en même temps au même endroit. La matière est composée de fermions, comme chacun peut le vérifier en donnant un coup de poing dans un mur. La grande unification laisse subsister une forme atténuée de la loi de Lavoisier : la conservation du nombre de fermions.

Les bosons, au contraire, adorent se grouper et n'obéissent à aucune loi de conservation. Plus ils sont nombreux à un endroit, plus il est facile d'en créer des supplémentaires. Les photons de la lumière sont des bosons, et c'est précisément cette tendance collective qui a permis de concevoir et de réaliser ces sources lumineuses très intenses que sont les lasers.

Violent la séparation entre bosons et fermions pourrait être le moyen de quantifier enfin la relativité générale et d'unifier les quatre forces. Du coup, les travaux sur la supersymétrie ont pris de l'ampleur, et on a pu constater au congrès qu'ils envahissent toutes les branches de la physique théorique.

M. A.

BIBLIOGRAPHIE

LES robots, qui viennent de faire l'objet d'un rapport adressé au ministre de la recherche et de l'industrie, sont aussi présents dans les livres et les revues. Ainsi les éditions Hermann ont publié récemment une série d'ouvrages consacrés aux techniques de l'automatisation. L'Annuaire de la robotique en France (1) fait le point sur l'offre nationale en la matière : fabrication, recherche, formation, administrations et financements. L'Etat de la robotique en France (2) est publié avec l'aide de l'Association française de robotique industrielle (AFRI) et de l'Agence de l'Informatique (ADI). Cet ouvrage en deux volumes comprend les interventions des spécialistes français lors du domaine congrès international sur les robots industriels qui s'est déroulé à Paris du 8 au 11 juin dernier.

Autre publication chez cet éditeur, les Robots, stratégie industrielle (3), réalisé par une équipe de spécialistes sous la direction de Didier Leroux, président d'honneur de l'AFRI.

Ce livre, émaillé d'encadrés et d'« histoires vraies », tranche sur les habituels penchants de la littérature spécialisée.

De leur côté l'AFRI et l'ADI viennent de publier une pla-

Des robots pour lire

quette destinée à sensibiliser les P.M.I. Robotique et P.M.I. (4). Pas de littérature, mais seize exemples d'application dans des entreprises françaises, pour tenter de convaincre les dirigeants de P.M.I. que les robots ne sont pas réservés aux grands groupes industriels.

Le développement de l'automatisation a, d'autre part, suscité le lancement de deux lettres d'informations mensuelles : la Lettre de la robotique (5) qui traite de l'actualité mondiale dans ce secteur et Robots (6), le journal européen de la robotique et des automatismes.

Sur l'aspect sociologique de l'évolution des modes de production, Yvette Lucas, chercheur au C.N.R.S., vient d'écrire un ouvrage important, L'Automatisme (7). L'auteur estime que « nous sommes en droit de nous demander si le problème n'est pas désormais de donner aux êtres humains les possibilités d'absorber les changements successifs à venir, et de les maîtriser, plutôt que de les préparer à l'usage de telle ou telle technique dont le rythme d'obsolescence ne fera que s'accroître ».

— R. C.

Vulgariser en bandes dessinées ?

COMMENT exposer simplement des notions jugées difficiles à qui n'a pas un bagage scientifique conséquent ? C'est la gageure de ce qu'il est convenu d'appeler la vulgarisation.

Les Editions Belin, qui publient Pour la science, l'édition française de *Scientific American*, grand classique d'une vulgarisation traditionnelle qui a fait ses preuves, ont décidé, il y a quelque temps, de tenter ce qu'elles estiment être une « première mondiale », en donnant leur chance à deux chercheurs, un Français et un Anglais, dont elles publient des « B.B. scientifiques ».

Le but pédagogique, si l'on en juge par les sept volumes déjà parus, semble atteint : le lecteur, même non averti, comprend l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur les trous noirs, les géométries non euclidiennes ou la théorie des catastrophes. Les deux auteurs emploient, pour y arriver, le même type de scénario : un ou deux héros, du genre naïf, sont confrontés à

des situations variées, réalistes ou loufoques, dont ils ne peuvent se sortir qu'en comprenant les notions scientifiques ou techniques que divers personnages secondaires se chargent, avec force croquis et comparaisons, de leur exposer.

Le résultat, difficile à critiquer sur le fond, laisse cependant sur sa faim : l'absence de véritable intrigue, la lourdeur de certaines explications et, surtout, la pauvreté du graphisme, qui ne fait que laisser, ou d'exaspérer.

La tentative est assurément, dans son principe, intéressante. Pour convaincre vraiment, Belin ne devrait-il pas chercher un peu d'aide auprès d'auteurs de « vraies » B.D. ? — X.W.

* Les Aventures d'André Lantier, par Jean-Pierre Petit. Cinq titres parus : *Transformations, le Géométrique, Tout est relatif, Si on vaait, le Trou noir, Les Chroniques de Xos Polymath*, par Xos Polymath, par Xos Polymath. Deux autres parus : *Oh ! Catastrophe et les Fractals* à paraître ; *Ab ! Les Beaux groupes !* Le volume : 40 F.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

LA LONGUE DAME EN NOIR

La longue dame en noir affirme sa silhouette dans les collections d'hiver en haute couture, et ce dans un kilométrage fabuleux de velours et de faille. Emmittouffée du cou au mollet dans une redingote à manches volumineuses, surtaille plutôt une cape, elle porte en dessous un tailleur court ou long souvent marqué à la taille d'un corset, à jupe droite. Cela fait très « femme aux affaires », malgré la douceur d'une blouse diabolique. Voilà pour le jour.

Le soir, d'humeur stricte, elle a le choix entre toutes sortes de smoking, souvent écourtés ou à pantalon. Mais ce sont surtout les robes de cocktail et du soir que les étrangères fortunées viennent chercher chez les couturiers parisiens, qui s'ingénient à les renouveler. Certains, parmi les grands, proposent la synthèse de leurs meilleurs thèmes, d'autres celle des styles acceptés.

Les fourreaux de vamp affinent la ligne, tandis que les modèles de crépuscule au mollet, à corsage montant, grandes manches et jupe ample sont plus faciles à porter.

Le gris « énarque » se taille en flanelle masculine ou en chevrons rayés. Le chameau représente le germe des beige. Les bleus et marron font partie des

tons conservateurs. Mais le noir est souvent mélangé au rouge pour le jour, aux rouges et ors, voire à une ou plusieurs couleurs primaires brillant en satin sur le velours noir ou éclatant en imprimé lamé et en broderie. Cet hiver remet aussi à la mode la dentelle.

Si les chapeaux reprennent de l'importance, notamment les bords à voilette et plume, très Van Dongen, les coiffures d'hiver mettent en vedette des coupes lisses et plates dans le dos avec des boucles au volume important ramené vers le front.

Des boîtes de queue de renard habillent manteaux et tailleurs, alors que les robes sont parfois ourlées de vison, voire de zibeline. La plume d'autruche fait partie de la mode séduction : en boléro ou trois-quarts, reprenant les tons des imprimés du soir, mais aussi sur les coiffures, en éventail ou masque, à côté des aigrettes, des oiseaux de paradis ou, plus modestement, des fous de coq.

Les bijoux scintillent de strass, traités en dessins Art déco, à raison de parures et de bracelets sur chaque poignet, ganté de noir. Noires aussi les jantes en collants assez opaques sur des escarpins pointus à talons juchés haut.

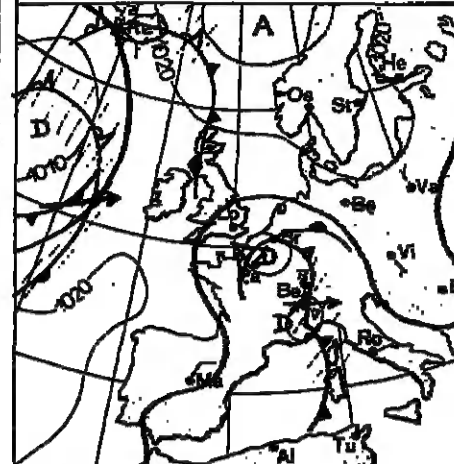
NATHALIE MONT-SERVAÏ.



LOUIS FÉRAUD : ensemble habillé en imprimé noir sur beige, ourlé de vison, à corsage ajusté et jupe colotte plissée, au mollet, sur jantes noires. La coiffure lisse à l'arrière, ramenant les boucles sur le front est typique des collections.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE03-08-82 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mardi 3 août à 0 heure et le mercredi 4 août à 24 heures :

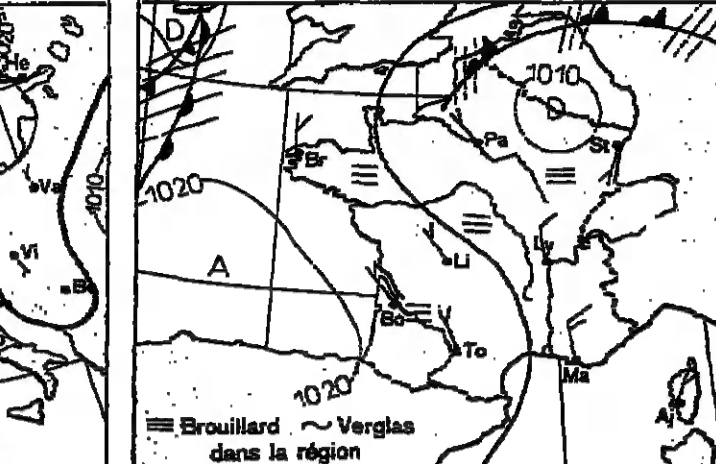
La perturbation orageuse ayant affecté le pays lundi et mardi sera suivie d'un temps variable dans un champ dépressionnaire à faible gradient. Mercredi, sur les régions méditerranéennes, prédomineront un temps très ensoleillé avec des températures maximales de l'ordre de 30 degrés. Sur toutes les autres régions, les formations de brouillard seront nombreuses et quasi généralisées. La dissipation sera lente.

Du Sud-Ouest à la Vendée et à l'ouest du Massif Central, ces brouillards seront suivis d'éclaircies devenant belles l'après-midi, avec des températures maximales d'environ 28 degrés.

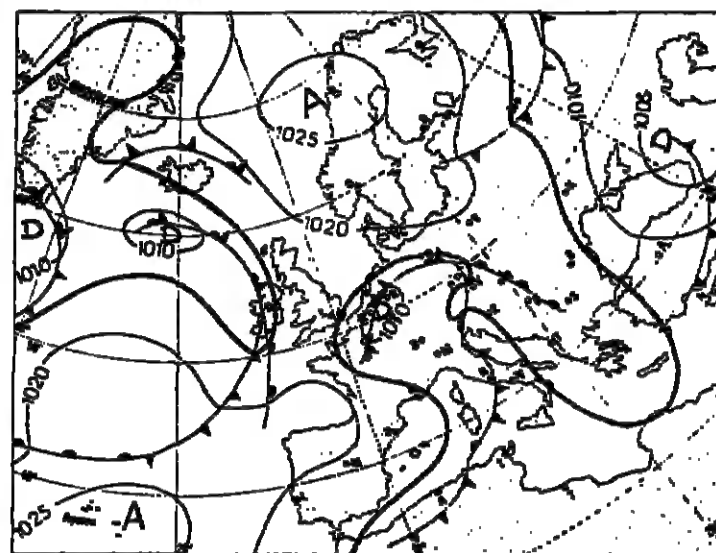
Sur les autres régions, le temps restera gris avec de rares éclaircies et même des pluies résiduelles du Nord au Nord-Est et au nord des Alpes, prenant un caractère d'averses sur les reliefs. Les températures maximales seront de 18 à 20 degrés près de la Manche, 20 à 23 degrés du Bassin parisien au Nord-Est, 25 degrés sur le centre du pays. La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 3 août à 8 heures, de 1 021,7 millibars, soit 766,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 août ; le second, le minimum de la nuit du 2 au 3 août) : Alger, 31 et 21 degrés ; Amsterdam, 31 et 18 ; Athènes, 31 et 23 ; Berlin, 29 et 17 ; Bonn, 31 et 17 ; Bruxelles, 29 et 18 ; Le Caire, 36 et 23 ; Les Canaries, 26 et 22 ; Copenhague, 25 et 16 ; Dakar, 29 et 23 ; Djibouti, 43 et 30 ; Genève, 23 et 15 ; Jérusalem, 27 et 21 ; Lisbonne, 24 et 17 ; Londres, 28 et 17 ; Luxembourg, 28 et 18 ; Madrid, 26 et 13 ; Moscou, 28 et 18 ; New-York, 27 et 22 ; Palma-de-Majorque, 30 et 19 ; Rome, 32 et 20 ; Stockholm, 28 et 16 ; Téhéran, 44 et 31 ; Tunis, 36 et 24.

PRÉVISIONS POUR LE 4.8.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 4 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



Est, nuages assez abondants près de la Manche et de l'Atlantique avec risque d'orage en soirée. Ailleurs, temps chaud et ensoleillé encore orageux en Corse. Vendredi 6 et samedi 7 août : Temps souvent brumeux le matin, brouilles de brouillard denses et lents à se dissiper près de la Manche et de la mer du Nord. Ailleurs, temps chaud et ensoleillé avec températures maximales généralement comprises entre 24 et 28 degrés, atteignant 30 et 32 degrés dans le Midi. Orages en soirée, principalement sur la moitié ouest du pays.

LE TEMPS EN FIN DE SEMAINE
Jeudi 5 août : Brume et brouillard le matin, surtout dans le Nord et le Nord-Est.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Au mois de juillet

LA SÉCHERESSE N'A PAS ATTEINT LES PROPORTIONS DE CELLE DE 1976

La sécheresse de 1982 n'est pas comparable à celle de 1976. Il y a six ans, l'ouest et le nord de la France avaient eu, de novembre 1975 à juillet 1976, des déficits de pluie d'un mois 50 % en Bretagne, dans le Bassin parisien, en Champagne, en Normandie, en Val-de-Loire, et de 40 % en Alsace, en Périgord, dans l'est du Massif Central, dans les Alpes. En revanche, le Sud-Est avait reçu des pluies égales ou supérieures aux normales.

Cette année, c'est exactement l'inverse. La Normandie et l'ouest de Bassin parisien ont eu des pluies égales ou supérieures aux normales, alors que le Sud, de Biarritz à Nice, n'a reçu globalement, depuis mars jusqu'au 27 juillet, que des pluies inférieures aux normales : Toulouse, 148 mm (normale 286 mm) ; Biarritz, 327 mm (475 mm) ; Pau, 336 mm (423 mm) ; Gourdou, 255 mm (318 mm) ; Montpellier, 155 mm (229 mm) ; Le Puy, 188 mm (297 mm) ; Embrun, 167 mm (270 mm). Les déficits sont particulièrement importants à Marseille : 66 mm (166 mm) ; à Nice : 59 mm (269 mm) ; à Ajaccio : 126 mm (232 mm) ; à Perpignan : 102 mm (218 mm).

Du 1^{er} au 27 juillet, il n'est tombé aucune goutte d'eau à Nice, Marseille, Montpellier, Ajaccio, alors que les moyennes mensuelles y sont de l'ordre de 10 à 15 mm. Toutefois, depuis le 27 juillet, des orages sont venus combler le déficit accumulé depuis le début du mois : il est ainsi tombé 38 mm à Millau, 37 mm à Carpentras et à Montpellier, 45 mm au Puy. Mais, le 30 juillet, les orages n'avaient encore atteint ni Marseille, ni Toulon, ni Nice, ni Ajaccio.

ATELIERS D'ART EN PROVENCE.
— Au pied de Banon, petit village provençal perché sur Giron, Puyharas reçoit dans ses fermes anciennes, restaurées et confortables, et propose des stages d'une semaine ou de quinze jours assurés par des professionnels artistes ou artisans.
* Puyharas, 04150 Banon (joindre trois timbres). Tél. : (92) 76-23-09.

UN COIN POUR JOUER

Jeu n° 9

« Portrait chinois »



Le « portrait chinois » — plus connu sous le nom de « Si c'était... » — consiste à faire deviner le nom d'un personnage, réel ou légendaire, grâce aux réponses fournies aux questions exprimées sous la forme « si c'était... une couleur, laquelle serait-ce ? », « si c'était une chanson, laquelle serait-ce ? », etc.

Le terme « chinois » découle de « chinoiserie » (subtilités, complications). Les réponses sont analogiques et font tout autant appel à l'érudition (souriant) qu'aux jeux de mots et aux calembours.

1. Si c'était un homme politique contemporain ?
Jean Peron, le *Lider argentin*.
2. Si c'était un outil ?
Une fourche.
3. Si c'était un chanteur contemporain ?
Marcel Amont.
4. Si c'était un personnage de l'Histoire de France ?
Anne de Bretagne.
5. Si c'était un métier ?
Prestidigitateur, ou chef de rayon.
6. Si c'était un album de bandes dessinées ?
« Le Sapeur Camembert » ou « Les Aventures d'Astérix ».
7. Si c'était une région du globe ?
La chaîne des Carpates, la dent du Midi, ou bien encore les hauts plateaux malgaches.
8. Si c'était un écrivain ?
Jean Dutourd.
9. Si c'était une pièce de théâtre ?
« Les Bacchantes », d'Euripide.
10. Si c'était une pièce d'automobile ?
Une durit.
11. Si c'était un monument ?
La Grande Roue, au Prater de Vienne.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3246

HORIZONTALEMENT

I. Mise de fonds. Une femme le porte longtemps avant de l'avoir sur les bras. — II. Sa trop grande fidélité oblige à nous éloigner de nos amis les plus fidèles. Vaisseau de transport. Flotte à femmes. — III. Savoyarde industrielle. Ne repose le soir dans un lit. Un bidasse préfère en recevoir qu'en faire. — IV. Mieux vaut éviter son dangereux passage. Une des grandes découvertes des temps modernes. Lettre grecque. — V. But louable et ne manquant pas d'élévation. Forme d'avoir. — VI. Note. Affection provoquant de fortes poussées de fièvre. — VII. Note. Langue à proximité de la langue. Juin la prit en juillet. — VIII. Pays de l'ancienne Asie. Bien qu'arrivant souvent en tête, ce n'est pas le premier venu. Accomplir un exploit à la hauteur pour un sujet ferré. — IX. Contribue, avec l'âge, à l'apparition des rides. Aile pour elle. Pris par quelque chose d'empoisonnant. — X. Personnage curieux. Produit de la côte. — XI. Perceuse à main. La désobéissance de son nom donne une idée de son entêtement. Évaluer le contenu tout en considérant le contenant. — XII. Combattis l'oppression. L'occupation favorite des ferrailleurs. Personnel. — XIII. Fit partie du groupe Balakirev au pays de la balalaïka. Doit se répéter trois fois pour persévérer. Rat que les souris ont tendance à éviter. — XIV. Émission, sous une forme d'une coquette parfumée. Roi qui entraînait, dans le jeu de l'arène. Article. — XV. Unité de ligne ayant une mission de soutien. Éléments d'une rivière dans laquelle l'eau est artificielle. (Graphie admise.)

Dieu l'a créé, mais c'est le Diable qui le mène. — 8. Feu vert chez les Rouges. Forte poussée de Bacchante grises. Plus qu'une simple affection, il peut entraîner des crises cardiaques. — 9. Chemins de croix modernes. Abattoir de bovidés. Article. — 10. Auteur dramatique très recherché. Un tel frère n'est pas régulier. — 11. Se fait entendre généralement ou chouchouement. Négation. Copulative. Possessif. — 12. Beau geste. On la reçoit la bouche ouverte, elle nous accueille les yeux fermés. Le double de la moitié. — 13. Vague ou divague. Détailler pièce par pièce. — 14. Satisfait dans ce monde et bienheureux dans l'autre. Une telle pièce serait insolite sur la Terre promise. — 15. Se montre expert dans l'art d'accommoder les restes. Objet de troc entre un affamé et un sujet aux appétits démesurés. De l'or pour le bridge.

Solution du problème n° 3245

Horizontalement

I. Arbitrage. — II. Poudre. Es. — III. Purée. Top. — IV. Escosser. — V. Non. Crépi. — VI. Dû. Chenet. — VII. Ile. Tud. — VIII. Cellulite. — IX. Ire. Rue. — X. Va. Emol. — XI. Etes. Sein.

Verticalement

1. Appendicite. — 2. Roucouleur. — 3. Buro. Elève. — 4. Ides. As. — 5. Trescœur. — 6. Re. Ere. Lucs. — 7. Trentième. — 8. Géo. Peut. Oi. — 9. Espri-de-vin.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDIS AOUT

- « La Conciergerie », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (M^o Léonard).
- « Quartier de Racine et d'Adrienne Lecouvreur », 15 h, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés (M^o Ponce).
- « Bibliothèque de l'Assemblée », 15 h, rue de Sully (M^o Vermeilh).
- « La Sorbonne », 15 h, 46, rue Saint-Jacques (Approche de l'art).
- « Hôtel Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou (Art et Aspects de Paris).
- « Musée du Jeu-de-Paume », 15 h, entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Saint-Germain-des-Prés », 15 h 30, devant l'église (M. Camry).
- « La fin du Moyen Âge », 15 h, Musée des monuments français (Histoire et archéologie).
- « Montagne Sainte-Geneviève », 15 h, métro Cardinal-Lemoine (P-Y. Jaslet).
- « Le Marais illuminé », 21 h, métro Saint-Paul (Lutèce-Visites).
- « La Seine, ses vieux ports », 21 h, devant le Théâtre du Châtelet (Paris Autrefois).
- « La Bastille », 15 h, angle rue Saint-Antoine-place de la Bastille (Paris et son histoire).
- « Saint-Germain-l'Auxerrois », 14 h 30, métro Louvre (Paris pittoresque et insolite).
- « Le Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).
- « Crypte de Notre-Dame », 15 h 30, entrée (Tourisme culturel).
- « Place des Vosges », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux-Paris).

BREF

DOCUMENTATION

SERVICES D'ACCUEIL ET DE RENSEIGNEMENTS. — Après le Guide des guides paru en novembre 1981 (prochaine édition en octobre 1982), le service d'information et de diffusion du premier ministre vient d'éditer un Guide des services d'accueil et de renseignements dans les administrations et les services publics. Ce guide a été élaboré à l'intention des élus, des administrations et des relais d'information.

* Disponible gratuitement, sur demande écrite, au S.I.D., département information des usagers, 19, rue de Constantine, 75007 Paris.

VIVRE A PARIS

SPORTS D'ÉTÉ. — Ouverts par la mairie de Paris, treize centres d'initiation sportive permettent à des animateurs d'accueillir des jeunes de dix à seize ans, et de les initier à la discipline sportive de leur choix. Ces centres sont ouverts gratuitement pendant les vacances, chaque jour, de 14 h à 17 h, sauf le dimanche.

* Mairie de Paris, direction de la jeunesse et des sports, bureau des sports, 17 boulevard Morland, 75004 Paris. Tél. : 277-15-50, poste 3077.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 2 et 3 août 1982 :

UN DÉCRET

« Fixant les taux et la répartition du prélèvement non fiscal sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors les hippodromes. »

UNE CIRCULAIRE

« Relative aux liaisons entre la commission nationale de l'information et des libertés et des administrations. »

DES LISTES

« D'admission à l'École de l'air en 1982. »

Le Monde

EXPOSITIONS

« Avant-garde »

« Avant-garde » est le plus grand événement d'art contemporain de la région parisienne. Il rassemble les œuvres de plus de 100 artistes, dont beaucoup sont étrangers. L'exposition est organisée par le Centre national d'art contemporain (CNAC) et se tient au Grand Palais. Elle est ouverte du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures.

« Avant-garde » est le plus grand événement d'art contemporain de la région parisienne. Il rassemble les œuvres de plus de 100 artistes, dont beaucoup sont étrangers. L'exposition est organisée par le Centre national d'art contemporain (CNAC) et se tient au Grand Palais. Elle est ouverte du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures.

A LA MONNAIE DE FAÏEN

Les cosmétiques de Faïen

« Les cosmétiques de Faïen » est une collection de produits de beauté inspirés de l'art de la céramique chinoise. Elle comprend des crèmes, des lotions, des savons, etc. Les produits sont fabriqués en France et sont disponibles dans les magasins de cosmétiques.

« Les cosmétiques de Faïen » est une collection de produits de beauté inspirés de l'art de la céramique chinoise. Elle comprend des crèmes, des lotions, des savons, etc. Les produits sont fabriqués en France et sont disponibles dans les magasins de cosmétiques.

CONFRONTATION A AMBIERLE

« Confrontation à Ambierle » est une exposition d'art contemporain organisée par le Centre national d'art contemporain (CNAC). Elle se tient au Grand Palais et rassemble les œuvres de plus de 100 artistes.

« Confrontation à Ambierle » est une exposition d'art contemporain organisée par le Centre national d'art contemporain (CNAC). Elle se tient au Grand Palais et rassemble les œuvres de plus de 100 artistes.

« Confrontation à Ambierle » est une exposition d'art contemporain organisée par le Centre national d'art contemporain (CNAC). Elle se tient au Grand Palais et rassemble les œuvres de plus de 100 artistes.

ACTION
CULTURELLE

Chiens et chats

LOUIS MARCORELLES.



Wagner à la jumelle

MATHILDE LA BARDONNIE.

L'Or du est le prologue de Tétralogie : la Walkirie, Siegfried et le Crépuscule des dieux vont sortir les lundis 9, 16 et 23 novembre.

Sur la route des vacances en août

deux Schanz », fournit cent actes de quelques minutes (du 2 au 29, à 7 heures, 14 heures, 19 h 25 et 23 h 50) ; de nombreuses pièces contemporaines au Festival d'Avignon (4, 6, 11, 13, 20 et 25, à 15 h 30) ; mise en radiophonique de *l'Histoire des idées de Lamarck*, en cinq épisodes d'une heure, à 17 h 30, à 9 h 11.

La principale attraction musicale est le feuilleton annuel estival Jacques Rouchoux sur *l'Opéra du 2*, 13, de 20 heures à 21 heures (sauf samedi et dimanche). Les grandes rediffusions auront lieu quatre samedis du mois pendant heures consécutives : successivement *l'Opéra du 2*, *l'Opéra du 1*, une *opéra* de Lewis Carroll, et une *opéra américain* sur la capitale de nos continents des Etats Unis.

RÉSULTATS

Finales masculines

100 mètres papillon: 1. Matt Gribble (E.U.), 54 sec. 28; 2. Michael Goss (R.F.A.), 54 sec. 26; 3. Bruce Hargrave (Sué.), 54 sec. 47; 4. *ex-aequo*: Clément (E.U.) et Aleksandr Medvedev (U.R.S.S.), 54 sec. 52.

200 mètres quatre nages: 1. Bruno Prado (Brés.), 4 min. 19 sec. 23 (record du monde); 2. Jens-Peter Berntsen (R.D.A.), 4 min. 23 sec. 02; 3. Sergio Lazzarini (U.R.S.S.), 4 min. 23 sec. 02; 4. Francesco (Ital.), 4 min. 24 sec. 00.

Rafels n x 29 m. U.R.S.S. 1. Est
Una (Flot. Towne) 2. R.D.A. 1.
7 min. 21 sec. 09; U.R.S.S. (Stal-
kine, Krasnoik, Semenov, Krilov)
n min. 24 sec. 91; 3. R.F.A. (Knecht,
Korthals, Henkel, Schmidt). 2 x
25 sec. 46.

◆ ◆ ◆

Finales dames

200 mètres nage libre: 1. An-
Marie Verstaapen (P.-B.). 1.
29 sec. 53; 2. Birgit Meincke (R.D.A.)
2 min. 0 sec. 67; 3. Annelies Maas
(B.), 2 min. 0 sec. 84; 4. Carmo
Schmidt (R.D.A.), 2 min. 1 sec. 10.

Schmidt (R.D.A.), 2 min. 1 sec. 10.

200 mètres brasses: 1. ■■■■ V.
gsson (Sue.) 2 min. 28 sec. 8;
2. Ute Gowerden (R.D.A.) 2 min.
29 sec. 71; 3. Anne Outenberg (Car-
magasin) 3 min. 05 sec. 05; 4. ex-aquo 1.
Nagasaki (Jap.) et Hiroshi Morita

Mercredi 4 août

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émission régionale.

19 h 40 Pour les jeunes.
Thématique : le bazar. Rotasat.

19 h 55 Dessin animé.

20 h Les Jeux de l'échec.

20 h 35 Télédiffusion.

D'après le roman de M. Caldwell et H. Simon, réél. R. Irving
et D. Arcoy, A. Schoodon, A. Marziani. **Le Journal**
L'Histoire d'une agression sur un jeune professeur de physique
qui est parvenu, jusqu'ici, à se faire passer pour un homme
qui lui fait permettre de bouger et de se venger.

22 h 5 Journal.

22 h 35 Encyclopédie audiovisuelle du cinéma.
L'histoire de C. E. France. (Rédif.)

Les années 30 : Abel Gance.

23 h 5 Films à la nuit.
Ensemble de œuvres d'Aquino.

FRANCE-CULTURE

17 h 2. Adrien : Révisions. II. L'Apogée.

17 h 4. Révisions avec... le peintre Bernini.

18 h 45. Passerelle à Liban.


19 h 45. Les œuvres de Théodore A. et la musique

15 h 5. Photographes - archives sonde

[illegible]

Edité par la S.A.R.L. le **Monde**
 Gérant :
 André Laurans, directeur de la publication
 Anciens directeurs :
 Hubert Bouve-Méry (1944-1969)
 Jacques Faveat (1969-1982)


Imprimerie
 du "Monde"
 5, r.
 PARIS-IX^e

Reprod.  tous articles,
 sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
 et publications n° 57 437
 ISSN : 0385-3017

Edité par la S.A.R.L. le **Monde**
 Gérant :
 André Laurans, directeur de la publication
 Anciens directeurs :
 Hubert Bouve-Méry (1944-1969)
 Jacques Faveat (1969-1982)

Imprimerie
 du "Monde"
 5, r.
 PARIS-IX^e

Reprod.  tous articles,
 sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
 et publications n° 57 437
 ISSN : 0385-3017

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.T.C.
D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	58,45	68,10
AGENDA	48,00	56,16
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

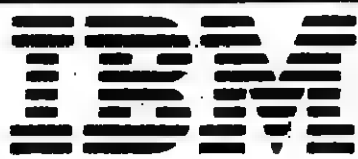
ANNONCES	la ligne	la ligne T.T.C.
D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



DIVISION INSPECTION

recherche

JEUNES DIPLOMES FEMMES OU HOMMES

INGENIEURS/MAITRISES - INFORMATIQUE - MATHEMATIQUE

Pour activités d'assistance technique sur les logiciels utilisés par les clients de nos grands moyens ordinateurs.

INGENIEURS/MAITRISES - ELECTRONIQUE - ELECTROTECHNIQUE - ELECTROMECHANIQUE

Pour activités d'intervention tout au long de la vie de nos grands moyens ordinateurs chez nos clients : - Mise en service - Assistance technique - Modifications du matériel - Conseils

Dans les cas, l'évolution rapide des techniques de l'informatique nous offre de larges possibilités de carrière.

Une formation approfondie sur nos produits est assurée dans notre centre éducation technique et l'accueil.

Les candidats devront être actuellement sans emploi et dégagés des obligations du service national.

Si vos connaissances, vos qualités de contact, vos aspirations correspondent à nos propositions, adressez votre lettre et C.V. sous référence :

- IBM FRANCE - Recrutement inspection - 2, rue Marengo - 75001 PARIS.



elf aquitaine

RECRUTE
POUR LA DIRECTION DE LA RECHERCHE
ET DU DEVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION PARIS

UN INGENIEUR

PROFIL : Diplômé d'une Grande Ecole il pourra avoir acquis une spécialisation dans l'un des domaines suivants : Physique Fondamentale, mécanique, exploration pétrolière, informatique. Une formation complémentaire en Economie serait appréciée. Une première expérience de la Recherche (thèse ou expérience professionnelle) ou de la Stratégie Industrielle est indispensable.

MISSION : Intégrer à l'équipe chargée de la programmation des projets à long terme il devra, en liaison avec les Centres de Recherche du Groupe, définir les objectifs et les moyens de Recherche des nouveaux projets.

Pour cela, il devra également avoir contact avec les organismes de Recherche nationaux et internationaux.

INTERET : Evolution de carrière au sein du Groupe en France ou à l'étranger.

Adresser votre CV et photo d'identité à :
ELF FRANCE - Service Recrutement
137 rue de l'Université 75340 Paris Cedex 07

IMPORTANT GROUPE PETROCHIMIQUE FRANÇAIS

recherche

INGENIEUR DIPLOME

Dans le cadre d'une bourse d'étude, un travail lui sera confié en Université devant conduire à une thèse de Doctorat Ingénieur.

Le candidat doit avoir les bonnes connaissances des matériaux classiques, leur technologie et leur transformation de la mécanique.

Adresser CV et photo à :
MAYNARD CONTACT,
1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS,
sous référence 12345 M.

HOMME D'AFFAIRES INTERNATIONAL Extrêmement exigeant quant à la compétence et l'apparence de sa future

COLLABORATRICE

- Elle doit avoir impérativement environ 30 ans ; de parfaite présentation ; parfaitement bilingue anglais.
- Elle doit rédiger parfaitement dans les deux langues et fera souvent l'interprète lors de négociations à haut niveau.
- Formation : secrétariat de direction minimum ; intuition ; sens inné des affaires ; psychologie ; rompus aux relations humaines à haut niveau.
- Elle doit être disponible pour déplacements fréquents à l'étranger ; motif valable.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. et photo à :
MAYNARD CONTACT, Service Recrutement,
5, rue de la Harpe, 75001 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE CHIMIQUE recherche pour un de ses départements à

INGENIEUR COMMERCIAL A L'EXPORTATION

LA MISSION :
Responsable commercial d'une zone géographique déterminée, dominante germanique plus grande exportation ou relayée par des Agents exclusifs.

PROFIL REQUIS :
- première expérience de la vente à l'étranger de produits chimiques soustraits, obligatoires (candidats expérimentés acceptés).
- Bonne aptitude au travail en équipe.
- Goût pour les déplacements à l'étranger (40 %).
- Sens de l'autonomie et des responsabilités.

Envoyer CV, prétentions et photo à :
CONTESSA PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra
Paris cedex 01, qui transmettra.

emplois régionaux

Importante Société Agro-Alimentaire région Ouest recherche son futur
DIRECTEUR FINANCIER
Formation minimum D.E.C.S.
Connaissances sérieuses en Informatique
avec C.V. et prétentions à Agence IFAVAS, sous
n° 3.723 AT, 16, avenue de la Crémence, 44100 RENNES.
Discret et sérieux.

RECHERCHES URGENTES SOUDUREURS TUYAUTEURS

Ayant subi stage D.A.T.R. récemment affectés aux travaux de soudure et de tuyauterie pour clients LA HAGUE (CHERBOURG) pour grande décharge.
Sach. ou tél. STE PROVENANCE TRAVAIL TEMPORAIRE
22, av. de la République, 13001 MARSEILLE
BOGDAN T. TEL. 97-10-32
de 14 h 30 à 18 h.

SPORT ETUDES PRIVES TIGRES

cherche prof. Maths, licence minimum, niveau sportif. Tél. 06-40-44.
La Ville de BELFORT recrute, pour le 18 septembre 1982, pour un poste de bibliothécaire municipal, un sous-bibliothécaire (option lecture). Echelle indiciaire réglementaire. Candidatures à présenter avant le mardi 31 août 1982 et renseignements au service du Personnel, mairie de Belfort, 90020 BELFORT cedex. Tél. : (84) 28-06-14, p. 338.

Société industrielle de la région Lilloise implantée à l'étranger, recherche

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Relevant de la Direction Générale, il sera en charge :

- de la comptabilité générale et analytique ;
- de la gestion financière ;
- de l'informatique ;
- des relations avec les organismes financiers.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (H.E.C., ESSEC, Sup. de Co.).

Agé de 30 à 45 ans, il devra justifier d'une expérience de quelques années dans un service financier en milieu industriel.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature accompagnée d'un C.V. et de vos prétentions au n° 241.615 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75001 PARIS, qui transmettra.



AVIONIQUE ET QUALITE DE VIE

Le Département Avionique de Thomson-CSF conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. Les perspectives sont conduites à proposer des postes à :

INGENIEURS ELECTRONICIENS GRANDE ECOLE

DEBUTANTS OU EXPERIMENTES

Suivant leurs compétences et affinités, ils seront orientés vers les spécialités suivantes : électronique générale, logiciel de base, logiciel d'application, production, bureau d'études, soutien logistique, maintenance et réparation à l'étranger.

Ils sont installés dans un cadre agréable, à moins de 10 km de BORDEAUX, dans un établissement de 500 personnes.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. BIEM, à :
FERON, Thomson-CSF, B.P. 3,
33160 LE HAILLAN.

DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES, CENTRE DE BORDEAUX-LE HAILLAN

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Pour une importante Société para-étatique CAMEROUNAISE d'exploitation de périmètres rizicoles irrigués nous recherchons

1 inspecteur technique de matériel travaux publics
1 chef d'atelier engins travaux publics
1 formateur en mécanique générale et soudure

POUR DES ATELIERS D'ENTRETIEN / REPARATION

- Lieu de travail : NORD CAMEROUN
- Postes à pourvoir très rapidement
- Date prévisible du début de contrat : Octobre 1982.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photographie à
SOGREAH - Service du Personnel - B.P. 172 X
38000 GRENOBLE

PROFESSEUR MATH. ET PROF. BIOLOGIE

Qualifications exigées :
Maîtrise dans la discipline plus min. 5 ans d'enseignement.
Direct. Saint Joseph Lussel
Kadiköy/Istanbul (Turquie).

Recherches pour part Laboratoire

Photo Finishing couleur.
1 Technicien ph. compétent (même sans diplôme) capable oblig. militaire sans enfant.
Ecrire avec C.V. complet et photo à :
LABO PHOTO, 97-99, rue de la République, 44100 RENNES.
Réponse écrite aux personnes sélectionnées et envoi de documents à PARIS.

NEPTUNE ET CHIRURGIEN

POUR LE NIGERIA
BIOLOGISTE
POUR LA GUINÉE
TEL. R.V. : 265-07-42.

OFFRE

INFORMATION

UNE PROPOSITION

INGENIEUR

COMPAGNIE CHIMIQUE

RECHERCHE

PROFIL :

MISSION :

INTERET :

Ingénieurs

Scientifique du contingent

Adresser votre CV et photo d'identité à :

ELF FRANCE - Service Recrutement

137 rue de l'Université 75340 Paris Cedex 07

CONTRÔLE DE GESTION

Filiales étrangères

Adresser une candidature

à :

1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS

PERSO

INTERNET

PORT EFFICACE

Adresser une candidature

à :

1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS

régions

La Sologne s'interroge sur son avenir

La nature est de plus en plus menacée en Sologne. Le chef de l'Etat a tranché récemment en faveur d'une sauvegarde.

Un entretien avec M. Jean-Pierre Sueur, député socialiste du Loiret

Faut-il taxer les grands domaines de chasse ?

M. Jean-Pierre Sueur n'a sans doute pas, sur l'avenir de la Sologne, des idées exactement conformes à celles des grands propriétaires privés. Raison de plus pour le connaître. Après tout, pour être différents, les points de vue des uns et des autres ne sont pas forcément divergents sur tous les chapitres.

L'immense propriété privée qu'est la Sologne, les chasses de luxe : tout cela ne choque-t-il pas un député socialiste ?

« Le luxe, la spéculation, l'exploitation de la Sologne par quelques-uns, les chasses de ceux qui profitent de la Sologne pour vivre et ceux qui y vivent difficilement - tout cela existe toujours. Il y a beaucoup à faire pour que les véritables habitants de cette région puissent vivre et travailler dans les bonnes conditions ».

Mais une description moyennageuse ou folklorique de traditions pratiques ne doit pas masquer la réalité économique de la Sologne. L'économie solognote. Tout d'abord, le circuit économique interne de la Sologne voit se développer largement des fraudes relatives à la non-déclaration fiscale : actionnaires « pirates », valeur fictive de la terre, signes extérieurs de richesses, etc. Des sommes considérables sont ainsi détournées qui échappent à tout contrôle, et dont on ne retrouve quelques traces dans les déclarations de grosses sociétés ou dans les déclarations d'importations de biens de luxe d'étrangers.

En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse.

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

Ainsi, du fait de l'importance des richesses, qui sont détournées sur le plan fiscal, la part du foncier non bâti dans les revenus des communes solognotes est très élevée.

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

mander si le point de vue n'a pas été dépassé. Il faut en tout cas tenter l'impossible. Et la Fondation d'offices fonciers n'est pas un exemple. Un premier pas a été fait. Un premier pas a été fait. Un premier pas a été fait.

La Sologne est une région où les coûts d'aménagements hydrauliques de drainage et d'irrigation, qui revalorisent des terres ingrates.

« Les chasses paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« plein » la forêt. Par ailleurs la Fondation Sologne, malgré un succès public grandissant, éprouve des difficultés à survivre. A ses menaces s'ajoutent des maux structurels : est-il une région soit vouée aux loisirs, soit à l'occurrence réservés à une minorité de privilégiés, au risque de faire disparaître les autres activités et en particulier l'agriculture ?

Pour le député socialiste M. Jean-Pierre Sueur, la création d'un parc naturel régional et le réajustement de l'agriculture face à la chasse omnipotente sont des clés de la survie en Sologne.

par les collectivités locales, et non par l'Etat.

C'est une proposition importante. Mais elle demande à être étudiée de très près, car il ne faudrait pas qu'elle soit considérée comme une fin en soi, sans tenir compte des autres aspects de la vie économique de la région.

Il faut également tenir compte du fait que la Sologne solognote n'est pas une région homogène. Elle est composée de plusieurs sous-régions, chacune avec ses propres caractéristiques et ses propres problèmes.

« Comment la Sologne peut-elle maintenir sa valeur ? »

« Au-delà de l'importance de l'énergie renouvelable, la Sologne possède un autre atout important : son patrimoine culturel et historique. C'est ce qui lui donne son caractère unique et son charme. »

Déjà quelques actions exemplaires ont été mises en œuvre. Ainsi, l'initiative du maire de La Ferté-Saint-Aubin, M. Jean-Claude Groenink, a permis de créer un parc naturel régional.

« Pensez-vous qu'un parc naturel régional puisse concilier les intérêts des chasseurs et des habitants ? »

« Le développement de la Sologne est un processus complexe. Il nécessite une approche globale qui tienne compte de tous les aspects de la vie économique, sociale et culturelle de la région. »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

« La chasse est la principale activité économique de la Sologne, mais elle ne lui rapporte que des richesses (élevage du gibier, entretien des chasses). Pourquoi donc un qui est valable pour d'autres activités (loisirs, sports d'hiver, salles de jeux, stations balnéaires, etc.) ne le soit pas pour la chasse ? »

« En un autre lieu, la Sologne ne retire aucun profit économique du développement de cette activité de loisir qu'est la chasse. »

« Les chasseurs paient l'impôt de la chasse, mais les terres qui sont louées à des chasseurs ne produisent rien. Faut-il créer un impôt sur la chasse, un impôt spécial sur les grands domaines ? »

MAUVAISE PASSE POUR LA FONDATION

Faute de ressources, la Fondation Sologne va-t-elle être obligée de vendre la clé sous la porte ? Ouverte depuis 1978, la Fondation offre 300 hectares de pleine nature au domaine du Ciron, à 20 km d'Orléans. Les visiteurs peuvent s'y promener librement sans crainte de tomber sur un garde-chasse ou de se faire frapper par un chien. L'entrée des propriétés privées. Un lieu de terreur, installé dans le château, un gîte d'étape à 100 places.

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Après l'opération de M. Le Penec La propriétaire d'une villa polémique avec le ministère de la mer

« J'ai eu une place lorsque M. Le Penec est venu avec son bulldozer, ce ne se serait pas passé sans lui. Je ferai honneur à la clôture de l'emplacement où elle se trouvait... »

« Lucette Tomazo, propriétaire de la villa située sur la plage de Pampelonne (Var), dont le ministre de la mer a fait reculer la clôture parce qu'elle empiétait sur le domaine public (le 31 juillet), ne capitule pas. Elle avait déposé un recours devant le Conseil d'Etat. C'est ce qu'elle oppose à la décision de l'Etat de reculer la clôture. »

« Nous nous inscrivons dans la tradition de l'opinion politique des citoyens qui ont fait l'objet d'un jugement, dit-on au ministère de la mer. Que ne dirait-on pas, à juste titre, s'il n'était autrement ? Au vu de ce qui se passe, nous sommes convaincus que la loi sera appliquée. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

Le cas de Mme Brigitte Bardot

Une autre affaire de pouvoirs publics est en cours. C'est celle de la Madrague, propriété de Mme Brigitte Bardot, à Saint-Tropez. Celle-ci, arguant du fait qu'elle était dans une impasse, avait obtenu une autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, c'est-à-dire la permission d'édifier, de part et d'autre de sa propriété, deux murs de 2 mètres de haut s'avancant dans la mer sur une distance de 10 mètres de long. Or, cette autorisation arrive à expiration en décembre 1982. Sera-t-elle renouvelée ? S'il n'en était pas ainsi les murs devraient être détruits. Mais dans ce cas, Mme Brigitte Bardot a toujours affirmé qu'elle vendrait la Madrague, devenue « invivable ». - M.A.R.

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

« L'affaire qui a fait le scandale de la Fondation Sologne, c'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. C'est la vente de la clé sous la porte. »

Le Monde

économie

AFFAIRES

D'UN MONTANT DE 3,2 MILLIARDS DE FRANCS

Le contrat franco-indien sur le téléphone amorce une plus large coopération scientifique et industrielle entre les deux pays

M. Mezard, ministre français des P.T.T., et M. Stephen, ministre indien des communications, ont signé lundi 2 août à New-Delhi un protocole par lequel la France et l'Inde s'engagent à poursuivre la coopération scientifique et industrielle amorcée avec le plus important contrat (3,2 milliards de francs) que l'industrie française de téléphone ait jamais signé à l'exportation.

(De notre envoyé spécial)

New-Delhi. — Dans l'histoire de toute l'industrie, il y a des contrats qui marquent. Celui que C.I.T.-Alcatel vient de signer il y a quelques jours en Inde est de ceux-là. Il permet à la filiale de la Compagnie générale d'électricité de figurer désormais dans le club très fermé des grands du téléphone, formé depuis des décennies d'un quatuor où se côtoient l'Allemand Siemens, le Suédois Eriksson, l'I.T.T. et le Japonais Nippon Electric.

L'Inde était considérée comme un des marchés tests des télécommunications. Ce pays de six cent cinquante millions d'habitants ne compte que 2,5 millions de lignes téléphoniques. Les usines locales construites par un établissement public - Indian Telephone Industry - fabriquent de vieux centraux électromécaniques.

La production, insuffisante, est complétée par des importations : autrefois d'Eriksson, puis, ces dernières années, de Nippon Electric, qui a encore fourni récemment 200 000 lignes téléphoniques.

Depuis maintenant huit ans, l'Inde figure donc au premier rang des pays convoités par les grands constructeurs. D'autant que le gouvernement de New-Delhi s'est fixé pour objectif de passer à 10 millions de lignes, d'ici à 1990. Pour y parvenir, deux choix ont été faits. D'une part, l'Inde devait se doter de nouvelles technologies électroniques (Temporel). D'autre part, elle devait obtenir un transfert de technologie avec production locale. L'idée était de disposer, à la fin de la décennie de deux usines de centraux électroniques d'une capacité de production chacune de 500 000 lignes par an. Le gouvernement de Mme Gandhi a donc procédé à deux appels d'offres.

C.I.T.-Alcatel, pionnier de la communication temporelle, était pour sa part à la recherche depuis des années d'un « gros coup » qui lui donnerait cette crédibilité que deux douzaines de contrats, la plupart dans des petits pays, ne lui avaient pas encore procurée.

Le défi politique

En 1974, la société française allait finalement l'emporter grâce à un « défi politique ». L'avènement d'un gouvernement socialiste en France était accueilli favorablement par New-Delhi et, en novembre, lors de la visite à Paris de Mme Gandhi, la coopération franco-indienne passait la vitesse supérieure.

En décembre, la proposition du CNET et des P.T.T. de fournir un programme complémentaire de transfert de technologie, avec formation du personnel et coopération scientifique, allait faire le reste.

Le 14 mai, un protocole d'accord était signé... qu'une ultime contre-offensive d'Eriksson et de Nippon Electric n'empêchait pas de trans-

ÉNERGIE

Quatre pays européens, dont la France, devraient participer à l'exploitation d'importants gisements charbonniers en Chine.

La France devrait participer avec trois autres pays européens - la R.F.A., la Belgique et l'Espagne - à l'exploitation des mines de charbon situées dans la province chinoise de Guizhou (sud-ouest du pays).

Le projet actuel porte sur environ 6 milliards de dollars (42 milliards de francs). Il prévoit l'exploitation de vingt-neuf mines nouvelles, le développement de trois autres déjà existantes, la construction d'une station génératrice, la création de huit cents kilomètres de voies ferrées et l'agrandissement du port de Zhanjiang (province méridionale de Guangdong).

Selon les termes actuels de l'accord, la compagnie française Alstom-Atlantique s'occupe de la construction de la station génératrice, la compagnie ouest-allemande Salzgitter du complexe portuaire, l'espagnole Focoy des mines et la belge ASEC du chemin de fer.

LES DIFFICULTÉS DE LA SIDÉRURGIE

La Commission européenne entame sans mandat précis les négociations avec les Américains

De notre correspondant

Bruxelles. (Communautés européennes). — MM. Davignon et Hafkamp, vice-présidents de la Commission européenne, ont entamé ce mardi 3 août, à Washington, les négociations sur la conclusion d'un accord d'autolimitation des exportations européennes d'acier sur le marché américain, sans que les Dix aient pu formellement préciser leur mandat du 24 juillet.

Devant les réticences des sidérurgistes de la C.E.E. à partager les sacrifices, les représentants à Bruxelles des États membres ont accepté un accord tacite au terme duquel la Commission est autorisée à négocier sur la base d'une réduction avoisinant les 8 % des ventes de la C.E.E. jusqu'à la fin de 1985, par rapport aux réalisations de 1981, pour ce produit.

Les responsables européens devront présenter aux Dix, la semaine prochaine, les résultats des pourparlers avec les autorités fédérales.

Les ministres de l'Industrie de la C.E.E. avaient proposé aux États-Unis, le 20 juillet, de réduire de 10 % leurs exportations pour les six produits sidérurgiques frappés par les droits compensateurs. Le refus catégorique des Américains avait amené les Dix, quatre jours plus tard, à proposer un « accord d'ensemble » portant sur la négociation d'une réduction de leurs ventes pour onze produits représentant 60 % des exportations totales d'acier de la C.E.E. vers les États-Unis (1).

L'imminence de la clôture des enquêtes anti-dumping (prévues pour le 9 août) contre d'autres produits exportés vers le marché américain rendait nécessaire un arrangement rapide avec Washington. Depuis huit jours, la commission des États membres et des maîtres de forge européens négociaient sans relâche pour préciser le mandat confié à Bruxelles, le 24 juillet, par les ministres de l'Industrie.

(1) Tôles laminées à chaud, tôles laminées à froid, tôles quartes, charpentes, fil machine, barres laminées à chaud, tôles galvanisées, fer blanc, rails, tôles minces en acier inoxydable, tôles quartes en acier inoxydable.

MARCEL SCOTTO.

La SONATRACH algérienne et la société américaine DISTRIGAS signent un accord sur le prix du gaz.

La SONATRACH algérienne et la société américaine DISTRIGAS (Boston) ont signé un avenant portant sur la fixation des prix du gaz naturel liquéfié (G.N.L.) livrable par l'Algérie aux termes d'un contrat conclu entre les deux parties en avril 1976, annonce-t-on de source officielle à Alger.

Le communiqué ne révèle rien des modalités de fixation du prix du G.N.L. mais rappelle que le contrat liant les deux sociétés prévoit la livraison à DISTRIGAS de 1,15 milliard de mètres cubes par an sur une période de 20 ans.

Le prix payé par DISTRIGAS avant cet avenant était de 3,92 dollars par million de B.T.U. (British Thermal Unit). Le transport et la regazéification représentent un coût supplémentaire de l'ordre de 1,50 dollars par million de B.T.U.

Rappelons en outre que le prix de deux principaux contrats d'importation de gaz - gazaux - par les États-Unis (Mexique et Canada) est de

4,94 dollars par million de B.T.U. rendu frontière américaine. Les deux gouvernements algérien et américain doivent encore approuver l'avenant signé par les deux sociétés.

Si les relations avec DISTRIGAS, le plus petit contrat américain de la SONATRACH s'améliorent, il n'en va pas de même avec la société PANHANDLE qui à son tour se différencie avec l'Algérie à l'arbitrage de la chambre de commerce internationale de Paris.

Selon le bi-mensuel le pétrole et gaz arabes du 1^{er} août la firme américaine a constitué un volumineux dossier tendant à prouver qu'il est « raisonnablement possible à la SONATRACH, et ce depuis longtemps de livrer de substantielles quantités de G.N.L. et à PANHANDLE de les recevoir » et qu'en ne les livrant pas la société algérienne « ne respecte pas le contrat dans ses aspects matériels ». PANHANDLE est le premier des clients de l'Algérie à recourir à une telle procédure.

CONJONCTURE

Le gaz et l'électricité n'augmenteront pas pendant la période de blocage

confirme M. Delors

« Le blocage des prix est très bien respecté puisqu'on ne relève que 4 % à 5 % d'infractions », a déclaré lundi soir 2 août M. Jacques Delors, au micro de France-Inter. Le blocage des salaires est également appliqué, « avec une grande discipline », a ajouté le ministre.

Expliquant que les pouvoirs publics préparent dès maintenant la sortie du blocage, M. Delors a déclaré qu'il souhaitait que les prix des articles saisonniers vendus à la rentrée aux familles « n'augmentent que de 4 % à 7 % par rapport à la rentrée précédente ».

D'autre part, le ministre a indiqué que le prix du gaz et de l'électricité n'augmenteront pas pendant la période de blocage, c'est-à-dire d'ici au 1^{er} novembre. Le ministre a également affirmé que le gouvernement n'augmenterait pas la pression fiscale : « Il serait déraisonnable d'augmenter les impôts, alors que les gens doivent avoir assez de revenus pour soutenir la consommation (...). Toutefois, toutes les catégories devront faire un effort de solidarité en faveur des chômeurs ».

Enfin M. Delors a indiqué qu'il ne fallait pas s'attendre à une troisième dévaluation, le dernier réajustement « ayant été réussi ».

La hausse des prix de détail en juin : + 0,7 %

	des 12 derniers mois (juin 82/juin 81)	des 6 derniers mois (juin 82/déc. 81)	des 3 derniers mois (juin 82/mars 82)	du dernier mois (juin 82/mai 82)
● ENSEMBLE	+ 13,5	+ 6,0	+ 2,7	+ 0,7
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 15,2	+ 6,5	+ 3,3	+ 0,7
Produits à base de céréales	+ 14,7	+ 6,2	+ 1,6	+ 0,4
Vin, alcool, liqueurs	+ 16,2	+ 7,3	+ 4,4	+ 1,3
Viande et charcuterie	+ 20,1	+ 8,1	+ 2,7	+ 1,2
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 13	+ 3,3	+ 0,3	- 0,5
Produits de la pêche	+ 14,3	+ 6,2	+ 2,9	+ 0,7
Lait, fromages	+ 15,2	+ 7,9	+ 4,5	+ 1,5
Œufs	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 2,1
Graines et légumes	+ 7,8	+ 2,1	+ 3,2	+ 0,1
Aliments divers	+ 18	+ 5,2	+ 4,6	+ 1,1
Autres produits alimentaires	+ 15,1	+ 7,4	+ 3,9	+ 0,1
Boissons alcoolisées	+ 14,4	+ 7,2	+ 3,5	+ 0,8
Boissons non alcoolisées	+ 13,4	+ 6,5	+ 4,5	+ 0,9
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 12,7	+ 5,9	+ 2,3	+ 0,6
1) Habillement et textiles	+ 10,3	+ 5,2	+ 2,9	+ 0,6
2) Produits de consommation courante	+ 17,7	+ 6,7	+ 2,6	+ 0,3
Autres vêtements et accessoires	+ 12	+ 6	+ 3,3	+ 0,7
Articles chaussants	+ 8,9	+ 4,4	+ 2,5	+ 0,6
Autres articles textiles	+ 12,5	+ 6,1	+ 3,2	+ 0,7
3) Autres produits manufacturés	+ 13,2	+ 6	+ 2,1	+ 0,6
Mobilier et tapis	+ 12,6	+ 7,2	+ 3,8	+ 1,1
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 10,8	+ 4,9	+ 2,1	+ 0,5
Autres articles d'équipement du ménage	+ 15,5	+ 7,6	+ 3,4	+ 0,9
Serviettes de toilette, produits d'hygiène et produits d'entretien	+ 15,3	+ 6,9	+ 3,5	+ 1,2
Articles de toilette et de soins	+ 10	+ 4,9	+ 1,6	+ 0,5
Véhicules	+ 11,6	+ 4,7	+ 1,6	+ 0,3
Pièces détachées, accessoires	+ 17,7	+ 6,6	+ 2,3	+ 0,5
Photo, optique, électro-acoustique	+ 4,3	+ 2,6	+ 1	+ 0,4
Autres articles de loisir	+ 10,9	+ 5,5	+ 3	+ 0,6
Combustibles, énergie	+ 17,1	+ 6,9	+ 2	+ 0,8
Tobacs et produits manufacturés divers	+ 11	+ 4,7	+ 0,7	+ 0,1
● SERVICES	+ 13,2	+ 5,9	+ 2,9	+ 0,8
Services relatifs au logement	+ 12,4	+ 5,8	+ 2,5	+ 0,3
dont : loyers	+ 11,4	+ 4,6	+ 2	+ 0,1
Salaires personnels, soins de l'habillage	+ 14,5	+ 6,4	+ 4,3	+ 1,2
Services de santé	+ 17,5	+ 7,6	+ 5,1	+ 0,1
Transport public	+ 17,5	+ 7,6	+ 5,1	+ 0,1
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 14,2	+ 6,8	+ 2,5	+ 0,7
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	+ 14,2	+ 7,3	+ 3,6	+ 0,9
Autres services (3)	+ 13,7	+ 6,1	+ 3,4	+ 2,3

L'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 319,2 en juin contre 317 en mai et 281,2 en juin 1981. En rythme annuel calculé sur trois mois (avril-mai-juin), le rythme de l'inflation revient à 11,2 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de coiffure, de soins de beauté, de nettoyage, de teinture, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolaires, mais aussi universitaires), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

Publicité

AU MAROC

CONSTRUCTION DU BARRAGE DE DCHAR-EL-OUED SUR L'OUED OUM-ER-RBIA

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL POUR LA PRÉSÉLECTION DES SOUMISSEURS

Le ministère de l'Équipement, direction de l'hydraulique, lance un concours international pour la présélection des soumissionnaires pour la construction du barrage de Dchar-el-Oued sur l'oued Oum-er-Rbia. La Banque mondiale a été contactée par le gouvernement du Maroc pour éventuellement participer au financement des travaux de construction du barrage.

L'accès au site du barrage Dchar-el-Oued se fait à partir de la route principale n° 24 Marrakech-Fès par une piste de 2 km dont l'embranchement est situé au point kilométrique 212 km + 600 m, à mi-distance des centres de Zaouiat Ech-Cheikh et Ouakouma.

Le projet portera sur la réalisation du génie civil d'un barrage en terre et enrochements de 103 mètres de hauteur et d'un volume de 4 150 000 mètres cubes de mouvements de terre, dont 2 750 000 mètres cubes de remblais.

Il est précisé que ce concours s'adresse seulement aux entreprises générales de génie civil et aux groupements d'entreprises qui auront la charge de la totalité des travaux. Ces entreprises auront la faculté de confier à des sous-traitants agréés, et selon les modalités qui seront fixées au cahier des charges, certains travaux spécialisés tels que forages, injections, etc.

Les entreprises ou groupements d'entreprises intéressés par la réalisation des travaux sont invités à retirer auprès de la direction de l'hydraulique - service des marchés - route des Zaers, Rabat, le dossier de présélection fixant les conditions de participation.

Ils devront faire parvenir leur réponse accompagnée d'une demande d'inscription au plus tard le lundi 16 août 1982 à l'adresse suivante :

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE
CASIER RABAT-CHELLAH
RABAT-MAROC

RÉPUBLIQUE DES ILES DU CAP-VERT
HOTEL DE SAL
AVIS DE PRÉ-CONSULTATION INTERNATIONALE

Messieurs les Entrepreneurs de Bâtiment et Travaux Publics sont informés qu'une pré-consultation internationale est lancée pour la construction d'un hôtel balnéaire de quatre-vingt-dix chambres, trois piscines, à Santa-Maria dans l'île de Sal, République du Cap-Vert (à 20 kilomètres de l'aéroport international de Sal), 4 500 m² H.O.

Les travaux seront financés par le gouvernement du Cap-Vert et par la Caisse Centrale de Coopération Économique Française (C.C.C.E.).

La pré-consultation est ouverte : aux entreprises cap-verdiennes et aux entreprises de la zone franc. de Catégorie quatre étoiles ou C pour le gros œuvre et agréées pour les autres lots.

Les travaux de construction seront réalisés soit en corps d'état séparés soit en entreprise générale, pour l'ensemble des lots de génie civil, équipements techniques, équipements professionnels, mobiliers.

Les entrepreneurs intéressés par ces travaux devront remettre un dossier comprenant :

- Leurs références générales, références en matière hôtelière, références en zone tropicale, moyens actuels ;
- Structures juridiques et financières de l'entreprise, adressé à Monsieur le Directeur général du Tourisme

P R A I A - ILES DU CAP-VERT

en langue Portugaise ou en langue Française, 45 jours au plus tard après cet avis, le cachet de la poste faisant foi.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU TOURISME.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE

Direction générale des infrastructures hydrauliques

AVIS DE PRÉSÉLECTION INTERNATIONALE

Le Ministère de l'Hydraulique (D.G.I.H.) lance un avis de présélection pour choisir les Bureaux d'Études à retenir pour présenter des offres pour la réalisation des études de faisabilité, d'avant-projet détaillé et d'exécution de barrages.

A cet effet, il est demandé aux Bureaux d'Études d'envoyer au Ministère de l'Hydraulique - Direction Générale des Infrastructures Hydrauliques - D.I.M.T. (Ex-Immeuble Sethyal, 3, rue Mohamed Aïtlat - B.P. 86 - Kouba - Alger - toute la documentation permettant le jugement.

Cette documentation doit comprendre spécialement :

- Les références du Bureau d'Études.
- Ses capacités d'Études.
- Ses capacités d'intervention en Algérie.

Des questionnaires sont mis à la disposition des Bureaux d'Études à partir du 15 juillet 1982 et devront parvenir avec les dossiers de présélection au plus tard le 15 septembre 1982.

SOCIAL

L'insertion sociale des jeunes de seize à dix-huit ans

Le gouvernement prépare pour la rentrée scolaire l'opération « 100 000 jeunes, un métier pour réussir ». L'objectif : aider à l'insertion socio-professionnelle des jeunes de

seize à dix-huit ans sortis de l'appareil éducatif et dépourvus de qualifications. Des permanences et des missions locales sont actuellement mises en place à l'échelon

des municipalités, invitées à participer activement à ce dispositif. Le problème des « seize à dix-huit ans » est en effet des plus préoccupants à l'heure de la crise.

I. - Plus de cent vingt mille demandeurs d'emploi

par JEAN BENOIT

Trop âgés pour rester dans le système éducatif, trop jeunes pour être « adultes ». Aucune qualification et pas de travail. En toile de fond, l'enfer, le découragement et parfois, sous la mince écorce du « loubard » ou du « punk », le désespoir. Tel est le lot d'un trop grand nombre de jeunes de seize à dix-huit ans, rejetés des circuits socio-économiques par l'échec scolaire ou professionnel.

La crise frappe durement les jeunes de cet âge lorsqu'ils se retrouvent à la rue, au chômage, sans aucun projet personnel. Quelques statistiques - elles sont encore approximatives - indiquent l'ampleur du drame.

Sur deux millions de demandeurs d'emploi, on évalue à près de neuf cent mille le nombre de ceux qui ont de seize à vingt-cinq ans, alors qu'il ne représentait que 8 % de la population active. La moitié d'entre eux, soit quatre cent cinquante mille, ne possèdent ni diplômes, ni qualifications professionnelles, et plus de 60 % ont entre dix-huit et vingt et un ans. En amont, plus de cent vingt mille jeunes de seize à dix-huit ans - on cite même le chiffre de cent soixante mille pour la rentrée - quittent l'appareil scolaire dans ces conditions, soit plus d'un élève sur trois. Comment pourraient-ils être armés dans la vie ?

Confinés trop souvent dans une marginalité codifiée par les institutions - famille, école, église, armée, entreprise, police, magistrature - ces jeunes ont été paradoxalement hissés au rôle d'adultes en tant que chômeurs. Combien l'industrie, de certains secteurs de l'agriculture, du commerce, du monde du spectacle, des organes d'information. En revanche, cette même société de consommation leur a presque toujours refusé le droit d'agir selon leurs besoins et leurs capacités dans le monde du travail. C'est singulièrement vérifiable dans la période actuelle, car les blocages interviennent plus encore que par le passé, dès la recherche d'une quelconque insertion professionnelle.

On observe, il est vrai, une distorsion croissante entre le niveau scolaire et professionnel des jeunes et les exigences des employeurs, dans un espace d'industrialisation accélérée qui incite le patronat et, à son corps défendant, le gouvernement à privilégier les critères de rentabilité et de spécialisation. D'ailleurs, en ces temps d'insécurité, qui songerait encore aux slogans de mai 68 ?

Qui ? Les nouvelles générations précipitées, parce que brimées, marginalisées, exclues du monde productiviste que beaucoup de jeunes d'aujourd'hui rejettent à leur tour. Le vieux cri, tout à la fois magique et puéril, reflue sur les murs des H.L.M. : « Gilda, je t'aime, à bas le travail ! »

L'amalgame chômeurs-délinquants

Dès lors, l'actualité se jalone, surtout l'été, de faits divers illustrant la « violence » des jeunes, ou plutôt leur inadéquation, leur amertume face aux revers répétés. Les comportements hors-la-loi des bandes d'adolescents, dans les banlieues ouvrières, épousent le même symbolisme que la vie en couple ou en communauté, la drogue, la contre-culture, la révolte politique ou - lorsqu'ils s'en approprient les moyens - la surconsommation. Vois à la tire ou à la roulette, « braquages », cambriolages de supermarchés, rodéos motorisés, incendies de voitures, affrontements avec la police - comme à Vénissieux l'été dernier, dans la banlieue de Lyon, ou cet été même à Mulhouse ou à Villeurbanne - tout cela s'inscrit dans le frottement des cités-désertées où s'entassent les plus déshérités et, souvent, les jeunes étrangers de la deuxième génération.

L'équation « jeunes chômeurs-délinquants » rejoint ainsi, dans l'absurde, l'amalgame « immigrés-

insécurité », et risque de provoquer tôt ou tard les mêmes réactions racistes, qui visent à faire porter sur toute une communauté la responsabilité des actes commis par quelques-uns. Cercle vicieux : la suspicion qui pèse sur les jeunes n'est pas faite pour lever les réticences réelles, ou proclamées telles, des chefs d'entreprise en quête de personnel.

Une obligation nationale

Le malaise des jeunes a certes un impact sur la vie urbaine. D'autres, volontiers alarmistes, parlent même de déstabilisation. Les gouvernements giscardiens s'étaient déjà penchés (sans succès) sur le problème. Pour sa part, le gouvernement Maauroy, déjà alerté l'an dernier par les incidents de la banlieue lyonnaise, a fortifié sa conviction que le cœur de l'affaire c'est « le désengagement, l'absence de projets, la situation faite aux jeunes », dit Mme Nicole Questiaux, ancien ministre de la Solidarité nationale, au colloque de Grenoble sur la délinquance juvénile en juin dernier. Aussi a-t-on proclamé le principe que la qualification professionnelle et l'insertion sociale des jeunes sont « une obligation nationale ».

Mais il fallait d'abord parler au plus pressé. Tandis que M. Mauroy envisageait d'instituer le service militaire à dix-huit ans, ce qui permettrait de repousser d'un an l'entrée des jeunes apprentis dans la vie active, M. Defferre, craignant un été chaud, voire une flambée de violence à l'automne, préconisait l'implantation de délégations locales à la prévention dans les départements critiques (région parisienne, Rhône, Bouches-du-Rhône...). Et la prise en charge d'un certain nombre de mineurs pour lutter contre l'ennui dans les cités, avec la participation du Club Méditerranée et de la fédération Léo-Lagrange.

A ces initiatives parfois improvisées, s'ajoutait la publication d'un important travail d'experts du haut comité de la population et de la famille - le rapport Marangé-Lebon - sur « l'insertion des jeunes d'origine étrangère dans la société française », d'autres projets, tels que la création des zones d'éducation prioritaire (Z.E.P.) par le ministère de l'Éducation nationale, ou les travaux de la commission animée par M. Hubert Dubedout, maire socialiste de Grenoble, sur les grands ensembles, l'habitat et le cadre de vie (le Monde du 15 juillet). Toutes ces démarches témoignent de la volonté des responsables, aux niveaux national et régional, de répondre à la montée du phénomène des jeunes sans travail et à ses conséquences.

Mais le problème principal n'était pas réglé : celui de l'insertion à long terme de ces jeunes. Tel est le but du programme de formation des « seize à dix-huit ans » impulsé par M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle.

Une formation alternée

Largement inspirée du rapport du professeur Berrand Schwartz sur « l'insertion professionnelle et sociale des jeunes » (le Monde du 14 août), l'ordonnance ministérielle du 26 août 1982 a fixé à cent mille le nombre des jeunes de seize à dix-huit ans sans bagage éducatif ou professionnel qui devront avoir reçu d'ici la fin de l'année une formation alternée.

Cette formule a le mérite d'associer des périodes d'activités pratiques « en vraie grandeur » sur un lieu de travail - entreprise, administration ou association - et un enseignement général et théorique dispensé par un organisme de

formation agréé et conventionné. Cette formation alternée sera modulée en fonction des situations diversifiées des jeunes et pourra durer de six mois à deux ans. Dans toute la mesure du possible, elle devra être assurée en priorité par les lycées d'enseignement professionnel.

Dans cette perspective, les capacités d'accueil de l'enseignement théorique seront accrues : vingt mille jeunes de plus qu'à la rentrée de 1981 devraient être admis dans les lycées d'enseignement professionnel en 1982.

L'objectif ? Permettre à tous ces jeunes, dépourvus de l'obligation scolaire et qui n'ont pas atteint leur majorité légale d'acquiescer « une qualification professionnelle attestée et reconnue, qui favorise leur insertion dans l'emploi ».

Il est essentiel en effet, comme l'a noté à plusieurs reprises M. Rigout, que ces formations apparaissent assez « qualifiantes » pour déboucher sur un emploi stable. C'est là une innovation importante. Elle rompt avec l'une des pratiques les plus perverses des anciens pactes pour l'emploi, qui n'offraient rien d'autre que des « stages-parkings » sans réelle reconnaissance de qualification, même s'ils ont parfois donné lieu à des embauches. Ces formations alternées - on parle déjà des « stages Rigout » par opposition aux « stages Barre » - devront aboutir soit à un diplôme d'Etat, soit à un titre homologué, soit encore à une qualification reconnue par une convention collective dans telle ou telle branche professionnelle.

Ce n'est là que la première étape d'un programme ambitieux, qui devra conduire en 1985 à ce qu'aucun jeune de seize à dix-huit ans ne se présente sur le marché du travail s'il n'a acquis une formation professionnelle sanctionnée par un diplôme.

L'heure est donc à la mobilisation générale. Dès septembre, cent mille jeunes sans travail de seize à dix-huit ans doivent pouvoir suivre une formation en alternance. Encore faut-il les récupérer, dans tous les sens du mot, avec la collaboration des pouvoirs publics et des chefs d'entreprise. Aux mairies, notamment, revient la mission de les retrouver, de les contacter, de les réunir dans des permanences d'accueil. C'est ici que les problèmes commencent.

Prochain article :
UN MÉTIER POUR RÉUSSIR ?

HANDICAPÉS

La fonction publique doit jouer un « rôle pilote » estime M. Le Pors

« Aucune personne désirant travailler pour la fonction publique ne doit être exclue a priori. » Extrait du rapport exploratoire de la commission présidée par M. Christian Hernandez, cette phrase résume l'idée force de la mission relative à l'étude des conditions d'intégration des handicapés dans la fonction publique.

Dans une conférence de presse, le 2 août, le ministre de la fonction publique et des réformes administratives, M. Anicet Le Pors, a rappelé que « l'Etat devait donner l'exemple » et qu'en l'occurrence il ne s'agissait pas d'assistance, mais bien de « tirer parti des potentialités de notre pays ».

En effet, la situation actuelle se définit par le paradoxe suivant : on reproche aux handicapés de se confiner dans une position d'assistés, alors que la législation ne leur permet pas un accès satisfaisant au travail. La fonction publique peut donc jouer un rôle pilote dans ce domaine. Il ne faut donc pas partir des déficiences des handicapés, mais de leurs possibilités.

Conformément aux orientations adoptées par le conseil des ministres du 18 novembre 1981, le rapport de la commission Hernandez sera présenté au conseil supérieur de la fonction publique le 30 septembre.

Fruit d'une concertation avec les syndicats de fonctionnaires et les nombreuses associations de handicapés, la commission formule dix-sept propositions dont voici l'essentiel : création d'une nouvelle voie de recrutement, dite « voie directe », s'ajoutant aux voies actuelles (emplois réservés, concours aménagés), consistant en des stages d'insertion comme il en existe déjà aux P.T.T. ;

création d'un centre national de préparation aux examens ; suppression de l'article 16 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (1) ; aménagement de l'accessibilité des locaux et des postes de travail grâce à l'innovation technique ; aménagement des concours pour les sourds et les aveugles ; extension aux collectivités territoriales des dispositions sur l'emploi des handicapés dans la fonction publique ; et, enfin, établissement d'un rapport annuel faisant le point de la réalisation de l'objectif d'une intégration de 3 % de handicapés dans la fonction publique.

(1) Cet article interdit l'accès à des postes dans l'administration de l'Etat aux personnes souffrant de certaines maladies ou déficiences comme la tuberculose, le cancer, la polio-myélite ou des maladies mentales.

■ **Accord à Sealink** - Le Syndicat national des marins britanniques et la compagnie des car-ferris Sealink sont parvenus dans la nuit du 2 au 3 août à un accord qui pourrait, dès ce mardi, mettre un terme à la grève des 4 000 marins de la compagnie (le Monde du 3 août). L'accord prévoit un adoucissement des mesures d'économie prévues par Sealink sur la ligne Harwich-Hook Van Holland. (A.F.P.)

■ **Le groupe International Harvester continuera à produire des machines agricoles en Europe**, notamment en France, en Grande-Bretagne et en R.F.A., contrairement à ce que laissait entendre l'article publié dans le Monde daté du 1^{er} et 2 août, consacré au nouveau plan de restructuration d'International Harvester.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep.	+ ou -	Rep.	+ ou -	Rep.	+ ou -
S.E.-U.	6,7478	6,7590	+ 170	+ 228	+ 276	+ 330	+ 690	+ 760
S. can.	5,4850	5,4887	- 60	- 35	- 85	- 108	- 160	- 87
Yes (100)	2,6376	2,6396	+ 175	+ 193	+ 330	+ 355	+ 1000	+ 927
DM	2,7828	2,7832	+ 149	+ 167	+ 270	+ 365	+ 927	+ 927
Flm	2,5218	2,5234	+ 110	+ 155	+ 223	+ 270	+ 715	+ 770
F.R. (100)	14,5928	14,6441	+ 12	+ 199	+ 78	+ 280	+ 340	+ 858
F.S.	3,2776	3,2815	+ 35	+ 375	+ 595	+ 640	+ 1670	+ 1790
L. (1 000)	4,9661	4,9813	- 257	- 208	- 480	- 416	- 1239	- 1239
F. Empire	11,8626	11,8726	+ 290	+ 392	+ 545	+ 685	+ 1980	+ 2295

TAUX DES EURO-MONNAIES

	DM	SE-U	Flm	F.R. (100)	F.S.	L. (1 000)	F. Empire
1/2	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
3/8	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/4	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
3/16	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/8	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/16	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/32	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/64	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/128	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/256	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

société nationale elf aquitaine

GROUPE ELF AQUITAINE

Les comptes consolidés du groupe Elf Aquitaine relatifs au premier trimestre 1982 font ressortir les éléments suivants :

	1 ^{er} trimestre 1982	Rappel 1 ^{er} trimestre 1981
Chiffre d'affaires hors taxe	29 138 MF (*)	26 166 MF
Marge brute d'autofinancement :		
- avant exploration	4 338 MF	3 895 MF
- après exploration	3 358 MF	2 864 MF
Résultat net consolidé	1 277 MF	1 397 MF
Résultat net consolidé par action	14 F	15 F

(*) Chiffre porté à 30 380 MF en incluant la part du groupe dans le chiffre d'affaires des sociétés consolidées par mise en équivalence (ATO, CHLOE, SLN).

CESSATION DE GARANTIE

La Banque de la Cité, 12, avenue Maignon, 75008 Paris, informe le public que la garantie financière qu'elle avait délivrée à la société La Financière de Patrimoine S.A., à l'occasion des opérations de « Transactions sur immeubles et fonds de commerce » visées par la loi du 2 janvier 1970, cessera de produire effet trois jours francs après la publication du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être produites dans les trois mois à la Banque de la Cité, 12, avenue Maignon, 75008 Paris.

La société La Financière de Patrimoine S.A. bénéficie de la même garantie financière délivrée par l'U.A.P., 9, place Vendôme, à Paris, et ce, depuis le 1^{er} mars 1982.

les SICAV des Caisses d'Epargne

gérées par la Caisse des Dépôts et Consignations

SITUATION AU 30 JUIN 1982

LE LIVRET PORTEFEUILLE SICAV "DIVERSIFIÉE"	SOCIÉTÉ NOUVELLE FRANCE OBLIGATIONS SICAV "OBLIGATIONS"	Livret BOURSE INVESTISSEMENTS SICAV "MONORY"
Valeurs françaises 45 %	Valeurs françaises 75 %	Valeurs françaises 78 %
Valeurs étrangères 46 %	Valeurs étrangères 14 %	Valeurs étrangères 6 %
Liquidités 9 %	Liquidités 11 %	Liquidités 16 %
Valeur liquidative 253,64 F	Valeur liquidative 316,90 F	Valeur liquidative 188,22 F
+ dividende 1981 17,29 F	+ dividende 1981 31,46 F	+ dividende 1981 16,22 F
310,93 F	348,36 F	204,44 F
(Rappel de la valeur liquidative au 30 juin 1981 : 279,55 F)	(Rappel de la valeur liquidative au 30 juin 1981 : 284,88 F)	(Rappel de la valeur liquidative au 30 juin 1981 : 155,88 F)
LLP	SNF	LGI

* y compris l'impôt fiscal

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

MARCHÉ DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
SE-U	6,7478	6,7590	+ 170	+ 228
Scm	5,4850	5,4887	+ 60	- 35
Yes (100)	2,6376	2,6396	+ 175	+ 193
DM	2,7828	2,7832	+ 149	+ 167
Flm	2,5218	2,5234	+ 110	+ 155
F.R. (100)	14,5928	14,6441	+ 12	+ 199
F.S.	3,2776	3,2815	+ 35	+ 375
L. (1 000)	4,9661	4,9813	- 257	- 208
F. Empire	11,8626	11,8726	+ 290	+ 392

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

TAUX DES EURO-MONNAIES

	DM	SE-U	Flm	F.R. (100)	F.S.	L. (1 000)	F. Empire
1/2	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
3/8	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/4	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
3/16	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/8	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/16	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/32	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/64	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/128	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
1/256	8 1/2	10 3/8	11 3/8	13 3/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

LES MARCHÉS MONÉTAIRES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
SE-U	6,7478	6,7590	+ 170	+ 228
Scm	5,4850	5,4887	+ 60	- 35
Yes (100)	2,6376	2,6396	+ 175	+ 193
DM	2,7828	2,7832	+ 149	+ 167
Flm	2,5218	2,5234	+ 110	+ 155
F.R. (100)	14,5928	14,6441	+ 12	+ 199
F.S.	3,2776	3,2815	+ 35	+ 375
L. (1 000)	4,9661	4,9813	- 257	- 208
F. Empire	11,8626	11,8726	+ 290	+ 392

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

LES MARCHÉS DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
SE-U	6,7478	6,7590	+ 170	+ 228
Scm	5,4850	5,4887	+ 60	- 35
Yes (100)	2,6376	2,6396	+ 175	+ 193
DM	2,7828	2,7832	+ 149	+ 167
Flm	2,5218	2,5234	+ 110	+ 155
F.R. (100)	14,5928	14,6441	+ 12	+ 199
F.S.	3,2776	3,2815	+ 35	+ 375
L. (1 000)	4,9661	4,9813	- 257	- 208
F. Empire	11,8626	11,8726	+ 290	+ 392

